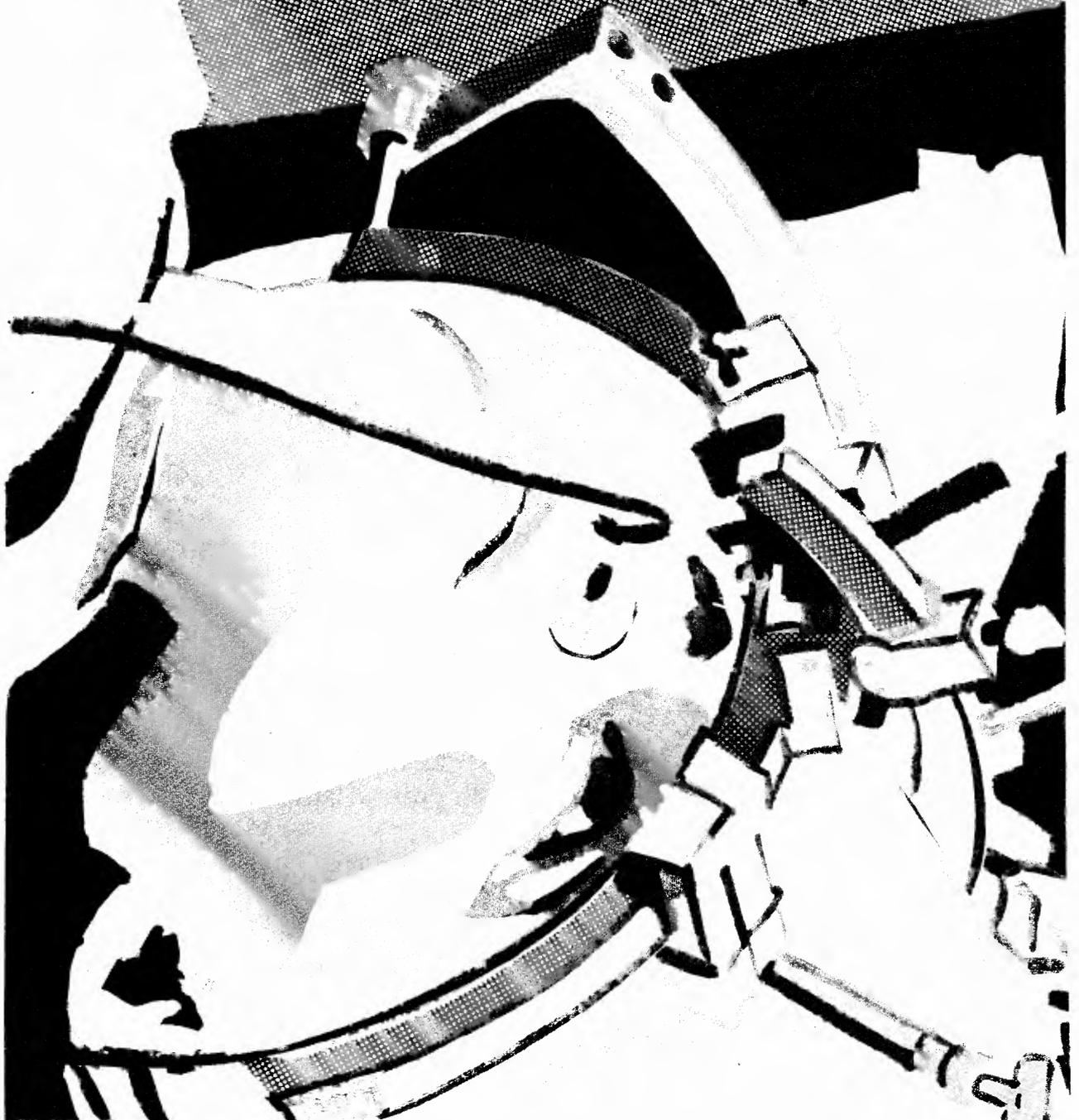


■ JOURNAL D'EXPRESSION LIBERTAIRE

RE MENSUEL 4P

15 février 79

IRL 25



communiqués



COORDINATION AUDIOVISUELLE LIBERTAIRE

Suite à une première réunion tenue à Paris courant novembre, une seconde réunion est proposée à tous ceux qui sont intéressés par la création d'une coordination audiovisuelle libertaire. Les réponses à la précédente annonce et les discussions qui ont eu lieu lors de la précédente réunion orientent l'ordre du jour autour des thèmes suivants :

- pratique audiovisuelle libertaire
- production cinématographique et AUDIOVISUEL
- matériel de création et de diffusion
- lieux de diffusion
- stage de formation audiovisuelle
- etc

avec possibilité de réalisation :

- d'un catalogue de produits audiovisuel
- d'un catalogue de ressources (matériel divers)
- d'une revue d'analyse et de documents.

Deux dates sont prévues pour la tenue de la seconde réunion ; à vous de choisir celle qui vous convient le mieux, les 3 et 4 mars ou les 10 et 11 mars. Le lieu, étant donnée la répartition géographique des gens qui jusqu'alors nous ont contacté serait Paris. (On tâchera de s'arranger pour la répartition des frais.)

Vous êtes donc invité à envoyer :

- vos suggestions
- votre préférence pour la date
- des textes préparatoires

Et la date finale de la réunion ainsi que les textes reçus vous seront envoyés.

Ecrire à : A. MOIZEAU
BP34

17002 PARIS

Bonjour,

depuis plusieurs mois vous n'avez pas reçu Barabajagal. Certains ont même cru que nous avons cessé toute activité. Il n'en est rien, mais des changements importants sont survenus ces derniers mois et surtout à partir du No 17/18 où Barabajagal est devenu vraiment un journal d'expression libre entièrement rédigé par ses lecteurs.

Oui la presse libre va mal, oui la presse libre va très mal. De très nombreux journaux de la presse libre arrêtent faute de participation de leurs lecteurs et de problèmes financiers.

Nous le problème n'est que d'ordre financier. Car depuis notre appel du No 16, vous avez enfin pris votre journal en main, votre très nombreux courrier, ainsi que vos articles reçus, montrent bien que vous voulez que ça bouge et que ça change. Mais voilà, notre dette d'imprimerie ne s'est pas résorbée et a

plutôt eu tendance à grossir. Ce qui fait qu'à ce jour nous devons 8 000 francs. Oh vous direz ce n'est pas énorme, comparé aux millions de certains journaux. Ce n'est peut-être pas énorme, mais ces 8 000 Frs qui nous manque font que nous ne pouvons pas sortir le prochain numéro. Celui-ci ne pouvant être imprimé que quand notre dette sera remboursée (il faut se mettre à la place de l'imprimeur...). C'est pourquoi nous lançons cet appel, car nous avons aussi besoin de votre participation financière. Vous voulez que ça change, nous aussi ; mais pour ça, il faut que nous remboursions ces 8 000 Frs.

Cet appel correspond à l'urgence, celle qui par sa rapidité d'intervention - la votre - permettra la sortie du prochain No de Barabajagal.

Nous comptons sur votre aide, sur votre intervention rapide, la survie de Barabajagal en dépend.

Recevez au nom de l'équipe toutes nos amitiés et remerciements anticipés.

BARABAJAGAL 03250 LE MAYET DE Montagne



6 FEVRIER 1979

Beaucoup de monde sur la place Bellecour en cette soirée du six février qui promet d'être chaude. Six mille personnes se pressent devant cet affreux monument qu'est le « veilleur de pierre ». Le menu est copieux: trente-quatre organisations de la gauche à l'extrême-gauche sans oublier les « inorganisés » et les « non-politiques », appellent à une manifestation de protestation contre la tenue par l'extrême-droite européenne d'un meeting de propagande électorale. Dix-huit heures, départ de la manifestation à la « Française ». Derrière chaque banderole déployée se massent consciencieusement les gens. Maintenir deux mètres d'espace vide avec l'organisation qui se trouve devant soi semble être le mot d'ordre inavoué de cette procession. Et ce long cortège tel un étalage de fruits et légumes s'avance lentement vers la place des Terreaux, point final de la dangereuse expédition. Parcours très court, me direz-vous, oui, les « gentils organisateurs » redoutent en effet des incidents, il faut faire vite. D'incidents, point, « grâce à la vigilance d'un service d'ordre assez bien organisé » nous affirmera le lendemain un journal régional. Remercions donc nos protecteurs d'un soir de nous avoir sauvé de... mais au fait, de qui, de quoi ? Derrière, devant, sur les côtés, parmi nous, des policiers en civil, nous commençons à les connaître ceux-là ! Leur présence devient familière, ils nous surveillent, nous écoutent, c'est leur métier me direz-vous. Oui, mais moi ils me gênent, ces Messieurs-Dames, pas vous ?

« Avec la CGT, le fascisme ne passera pas » crient avec peu de conviction derrière moi les camarades. Hou, hou, hou, répondent en chœur des individus non-identifiés. Les slogans se suivent et se ressemblent. Seule une banderole tenue haut par des mains fermes dénonce le fascisme quotidien, celui que nous rencontrons à l'école, à l'armée, au boulot. Une autre banderole, majestueuse par sa taille et son texte : « Parti Communiste Français » en lettres rouges; ces derniers mois, je trouve notre Parti communiste trop français pour être honnête. Au détour du chemin, l'Hôtel de Ville nous apparaît soudain. A l'horloge, 19 heures, ça va, je serai rentré pour le film à la télévision. Après les bavardages des quelques personnes sérieuses qui se trouvent là, la foule se disperse, satisfaite d'avoir participé à la lutte contre, contre, quel nom dites-vous, ah oui, « l'Euro-droite ». Dix-neuf heures trente minutes : deux milliers de jambes restent plantées là, ceux que l'on appellera plus tard les « jusqu'au-boutistes ». Un mot d'ordre est enfin donné : « Au Palais des Congrès ». Si pour couvrir la distance Bellecour-Terreux nous avons effectué un temps médiocre de soixante minutes, c'est au pas de course que nous rallions l'entrée Sud du Parc de la Tête d'Or. La peur commence à me donner des démangeaisons à mon orteil gauche. Commence alors la grande représentation du folklore gauchiste. Costumes authentiques, casques flamboyants, blousons de cuir épais usé par les rudes batailles, morceaux de tissu rouge dissimulant pudiquement l'objet qui servira à d'éventuelles scènes dangereuses; gestes moult fois répétés, slogans très « travaillés »... Spectacle de qualité, ils sont à la hauteur de leur réputation. Pas de spectateurs dans la salle, c'est dommage. Les trois coups résonnent; la scène : devant nous une route longue par des obstacles difficilement franchissables. Dans les coulisses, de nombreux hommes en noir, bien équipés attendent le moment de leur entrée, ce qui ne saurait tarder, car

malgré notre infériorité numérique et stratégique, des individus crient haro sur le SS. Quel courage : les mains nues, sans armure, voilà nos héroïques chevaliers appelant désespérément à la conquête de la citadelle. Ces gens-là, me disais-je, ont abusé de la bouteille, ou bien ce sont des provocateurs. Il est vingt heures trente minutes : lâcher des forces de « l'Ordre ». Panique dans nos rangs maintenant très clairsemés. Derrière moi, les fantassins de l'apocalypse hurlent leur joie de pouvoir nous taper sur la la comédie devient drame. Nous atteignons enfin les coulisses. Ouf ! Quelle course, il faudra que je m'entraîne à courir sérieusement. Sur la scène, les nouveaux-venus sont ridicules; ils ne savent pas jouer et ne connaissent pas leur texte. Remboursez ! Remboursez ! Bien plus tard, je tente à nouveau l'aventure et me dirige prudemment vers le lieu du meeting. La circulation est normale, la police omniprésente. Garés dans les vastes bâtiments de la Foire et sous les platanes du bord de la route, les véhicules des C.R.S. font penser à une armée en campagne. Il est vingt-trois heures quinze minutes, je suis devant le Palais des Congrès. Au dessus de l'entrée, une banderolle invite l'Europe à se libérer; une seule porte est ouverte, les autres ont été verrouillées. L'entrée est payante, dix francs. Je ne rentre pas. Dehors des hommes berçant langoureusement leur talkie-walkie font les cent pas. Des policiers en civil discutent le coup avec les chefs. Tout est calme. Vingt-trois heures vingt-cinq minutes, des jeunes gens s'alignent devant la sortie, une pile de tracts sur le bras. Vingt-trois heures trente minutes, fin du meeting. Des dames bien sapées, de hommes en costard de chez Machin sortent par petits paquets. Le Palais vomit ses occupants. Une jeune fille au sourire charmeur me propose sa camelote un petit journal au titre alléchant : « Goulag ou Chrétienté, réponse aux nouveaux philosophes ». J'accepte, avec confusion, c'est gratuit. Un drapeau blanc orné d'une croix celtique noire est agité frénétiquement par des types. Connerie, quand tu nous tiens... plus « matérialistes » font la quête dans un drapeau aux couleurs familières. Les derniers sortent maintenant, sûrement les leaders, je reconnais dans le tas le sieur Vignancourt. Dispersion. Beaucoup de gens rentrent à pied, très peu d'automobiles. Mille personnes ont participé au meeting, dont cinq cents CRS. Une soirée bien remplie, je rentre vite à la maison. Les gens qui composent le mouvement Euro-droite ont pour objectif par ces meetings organisés à grand renfort de police un peu partout en France de faire parler d'eux. Il n'y a pas de mauvaise publicité, il n'y a que de mauvais produits. Ils se veulent les défenseurs de l'Occident, et ont la nostalgie des temps Chrétiens. Leur idéologie s'appuie sur le Christianisme, l'exaltation de la patrie, la civilisation, la race. Dans un cadre plus général, par ces élections européennes, se prépare une Europe des Etats, excluant les marginaux. Faut-il oublier que toute défense des opprimés, toute espérance de salut pour les peuples de l'univers passe par l'insurrection contre toute forme d'Etat, et la dénonciation de l'étrange complicité de l'Eglise avec lui. Mais ne faisons pas une théorie de l'anarchisme, ce serait encore un piège idéologique. Puissent les « jusqu'au boutistes » du 6 février nous ramener à la réalité. L'Etat continuera encore à être là. Ce qui nous intéresse, c'est ce qu'il va faire de nous.

Christian P

BANDEROLE et

Des discussions qui ont précédées la manif et les raisons pour lesquelles nous y avons participé sont finalement assez bien résumées dans le tract que nous aurions dû y distribuer (ah! si on avait eu un chef peut-être que nous l'aurions tiré à temps...), et qui est reproduit ci-joint. Inutile donc d'y revenir. Pas la peine non plus de s'étendre longuement sur le déroulement de la manif à laquelle la plupart de ceux qui liront ces lignes participaient sans doute, les autres ayant toujours le loisir de se rabattre sur leur quotidien préféré.

Tout ça pour dire qu'on a été pas mal surpris, et encouragés par le grand nombre de personnes qui se sont retrouvées derrière « notre » banderole: A bas le fascisme quotidien! Ce qui peut signifier deux choses: d'abord que beaucoup de gens se sont reconnus dans ce désir de lutter contre le fascisme sur un terrain pas seulement idéologique et politique. Ca peut vouloir dire aussi que d'autres (ou les mêmes) se sont dit: « chouette, avec les anars il va y avoir de la castagne ». Ca m'a fait regretter encore plus que le tract n'ait pas été prêt (mais ce sont des regrets inutiles, j'avais qu'à le tirer).

Bref, on arrive aux Terreaux. Nous avons décidé de rester là. Donc, on s'arrête on fait un brin de causette et tout d'un coup, qu'est ce qu'on voit? « Notre » banderole qui fout le camp en direction du Palais des Congrès. Alors, on se précipite à quelques-uns pour la récupérer. Ce qu'on ne savait pas, c'est qu'un des copains qui portait la banderole avait participé à sa confection et avait donc autant de droit que nous de la considérer comme sienne. En plus, eux, ils nous ont pris pour le service d'ordre de la CGT... Quand même, on en n'est pas venu aux mains, mais on ne s'est pas compris.

Bon, ce problème de la propriété de la banderole me paraît être révélateur de choses plus importantes:

- dans la mesure où nous mettions l'accent sur le fascisme quotidien, s'attaquer de façon privilégiée aux fascistes quand ils parlent, pouvait paraître assez contradictoire; c'est quand ils agissent, surtout à visage caché qu'ils sont le plus dangereux. Le discours fasciste n'a d'importance que par le faisceau qui le sous-tend et que si le terrain dans lequel il tombe le reçoit.

- Ca pouvait aussi être suicidaire. Ces gens là se battent mieux que nous sur ce terrain là, en tout cas. Si nous voulons nous opposer à eux sur leur terrain, il nous faudra calquer leurs structures et leur ressembler...

- Bien sur que d'autres peuvent avoir une autre analyse, et vouloir faire d'autres choses. Mais dans le contexte de la manifestation, la banderole apparaissait comme l'expression du collectif libertaire. Ailleurs que là où nous étions tous d'accord sur sa présence, cela nous engageait tous.

IRL pag.4

- On est quelques-uns à avoir peut-être tendance à se prendre pour les garants de l'anarchisme. Il est sans doute important que d'autres viennent nous rappeler de temps en temps que celui-ci n'est pas notre propriété...

Je voudrais rajouter quelques réflexions personnelles.

- Je peux comprendre qu'on ait envie de tout casser. Mais pour ce faire, il n'y a pas besoin de référence à un drapeau ou une idéologie.

- J'ai peur des foules. J'ai peur qu'une foule soit toujours un peu virtuellement fasciste. Que serait-il arrivé au monsieur, pas forcément réactionnaire, mais habillé comme tout le monde qui aurait exprimé, verbalement, son désaccord, ou son étonnement devant les « autonomes » cassant des vitrines?

Rassurez moi les copains et dites moi qu'on aurait discuté avec lui, et qu'on ne l'aurait sûrement pas lynché ou simplement méprisé.

- Si on pense utile d'utiliser des cocktails molotov il faut apprendre à s'en servir et éviter de les balancer n'importe où.

- Ce n'est pas en faisant peur aux gens, et en les méprisant qu'on leur donnera la possibilité de réveiller ce qui va en eux dans le sens d'une libération.

- Est-ce qu'on peut discuter de tout ça, ou est-ce qu'en l'écrivant je suis automatiquement catalogué de vieux con réac?

L'article ci-dessus n'est, comme pour l'ensemble des articles qui sont publiés dans IRL, que l'expression d'un copain. Cela ne veut pas dire qu'« on » ne doit pas se sentir concernés quand mal/heureusement il emploie le « nous » collectif.

Ce « nous » devrait être le « collectif libertaire ». Or le CL a part la décision de faire un tract, n'avait décidé en aucune réunion la nécessité de faire la banderole sur laquelle il y avait écrit « A bas le fascisme de tous les jours » (et non quotidien). Pinailleurs? Et jamais « on » avait décidé de s'arrêter aux Terreaux, pas plus qu'on avait décidé d'avance d'aller au Palais des Congrès.

Ensuite, moi, qui pourtant ai participé à la décision et à la mise au point de la banderole (décision prise entre quelques copains) je n'ai pas considéré cette banderole comme la notre. Elle exprimait des choses, dans lesquelles beaucoup de monde pouvait se reconnaître: la banderole était donc le symbole non seulement du CL mais l'expression visible des gens qui ont crié, chanté, rigolé ensemble pendant la... procession/défilé (la prochaine fois on ira déguisés!).

Le copain écrit trop vite la première partie de son papier, en considérant que lui n'avait pas participé à la création de cette maudite banderole! Pas de querelle là dedans, mais des précisions que je fais pour qu'une réalité individuelle (celle du copain) ne devienne pas par une façon de s'exprimer (nous), quelque chose de collectif.

M.

HALTE AU

Aujourd'hui, au Palais des congrès grande kermesse du fascisme international.

Seront présents, entre autres Almirante du MSI italien, Blaz Pinar de Fuerza Nueva et autres nazillons français du genre Tixier Vignancourt et compagnie.

La lutte contre le fascisme est sans aucun doute nécessaire, mais elle exige de sortir du cadre étroit de l'anti-fascisme historique pour s'attaquer à toutes les formes actuelles d'autoritarisme, institutionnalisées ou non.

Certes les fascistes existent toujours; on peut les identifier à travers leurs caractéristiques propres, mais ça ne suffit pas, car les exigences d'ordre et de contrôle social se sont transformées; elles ne passent plus d'abord par le détour coûteux du fascisme traditionnel, elles s'étendent à l'exercice généralisé du pouvoir et de l'autorité, y compris à l'ensemble des partis de gauche et d'extrême-gauche qui visent à les exercer.

En participant à une folklo-manif on est obligé de seconder et de nourrir l'anti-fascisme démagogique d'organisations quotidiennement complices du pouvoir et du contrôle social (école, travail social, campagne pour la sécurité des français). Nous ne devons pas tomber dans le soutien à une logique institutionnelle et politique qui profite seulement et entièrement aux forces qui de toute manière n'existent que pour et par les institutions.

Nous contestons une descente dans la rue qui, si elle ne fait pas de mal aux patrons, profite bien à ceux qui souhaitent prendre leur place. En ce qui concerne le meeting de l'euro-droite, le seul terrain d'entente et d'union possible réside dans l'anti-institutionnalisme et la lutte anti-autoritaire. Le but: abattre, miner l'édifice institutionnel afin d'ébaucher une possibilité de libération.

Nous ne voulons pas cautionner au nom d'un anti-fascisme qui change de contenu, une soumission à la logique institutionnelle et politi-

FASCISME DE TOUS LES JOURS

cienne dans laquelle se situent partis de gauche et d'extrême-gauche. C'est en luttant quotidiennement contre les rapports autoritaires qui quadrillent l'ensemble de notre vie (famille, école, boulot), en développant l'ensemble des mouvements menant cette lutte quotidienne (femmes, anti-militarisme, écologie, syndicalisme autogestionnaire, luttes homosexuelles...) que nous créerons le consensus social et politique de masse capable de supprimer les conditions d'existence du fascisme.

Il n'empêche qu'une mobilisation sur le terrain de l'anti-fascisme spécifique doit être possible également, à l'occasion du meeting qui se tient dans notre ville, mais elle serait plus efficace si elle se diversifiait à de petites cibles, lieux d'exploitation et de décision, depuis les sièges d'associations réactionnaires, aux boîtes intérimaires de travail noir qui nourrissent notre exploitation quotidienne.



PHALLOS, RACISTES, SEXISTES, PETITS CHEFS, GRANDS CHEFS, TECHNOCRATES BUREAUCRATES, VOUS ETES LES GARANTS DU FASCISME D'AUJOURD'HUI.

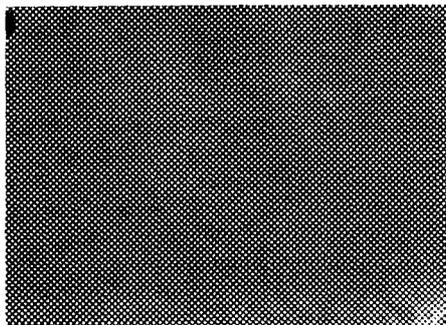
Lycéens anarchistes, Collectif libertaire A.C.L.R 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon

a musique, par exemple ! Tiens, parlons-en de la largeur d'esprit des participants au concert Rock Pop contre le fascisme.

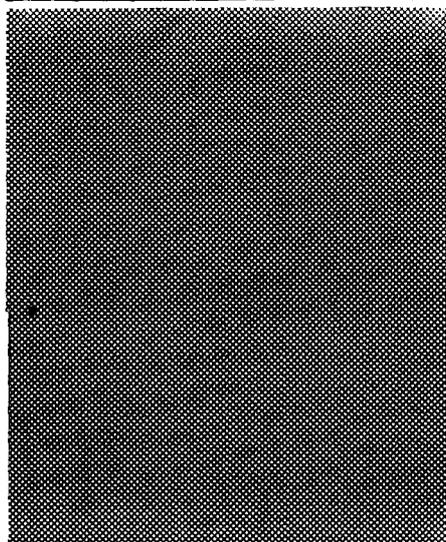
Vers 18 heures, entre deux groupes de Rock, Sexy Caramel est arrivé en scène. Sexy Caramel, c'est de la « musique improvisée », ce qu'en « d'autres temps et en d'autres lieux on pourrait appeler délit de silence ». Un saxo, un batteur et un contre bassiste: du free-jazz. « Comment ça se danse ? Et le tempo ? Mais c'est pas de la musique ce truc là ! » disait le public des fans du Rock. « Mais c'est pas de la musique (le Rock) » disaient leurs aînés, admirateurs de Mozart, Tino Rossi et Charles Aznavour ! ça sort des schémas, du rythme binaire (un, deux, un deux) du Rock ! Ben c'est pas normal ! Faut gueuler ! Bou, bou ! Et le public de siffler, crier, vitupérer... « Sortez-les ! » et d'appeler à l'aide « Ganafoul, Ganafoul ! ». Damned !

Le contre bassiste s'énerve et plie bagage. Le public applaudit: la belle aubaine, ces iconoclastes, ces assassins...se barrent. Mais c'est là que Monsieur Loyal, animateur de la soirée, intervient et grimpe sur scène: « Eh les gars, c'est pas sympa pour Sexy Caramel », puis « et en fin de compte, on est dans un concert antifasciste... ». Une partie du public se déchaîne. Merci. « Les gens qui n'apprécient pas peuvent aller boire un pot à la

buvette, il y en a d'autres qui aiment peut-être ! ».



ANTIFASCISTE ! OUAIS ! MAIS FAUT PAS DECONNER ! IL Y A QUAND MEME DES LIMITES !



Alors là... Bon sang, les fans du Rock n'y avaient pas pensé ! Vrai qu'on peut sortir ! On est pas obligé de rester et d'écouter tout du début jusqu'à la fin ! Ben merde !

J'vous l'dis, même réflexes que leurs aînés devant la Télé: le programme nous fait chier, mais on reste jusqu'à la fin parce qu'on a payé. Et en plus, on se permet de gueuler !

Moi, je comprends que Sexy Caramel, ça dérange un peu, ça agresse (pourtant, le punk, c'est pas doux), on peut pas danser dessus, ou plutôt on ne peut pas danser du Rock. Alors on gueule. Par fascisme, non, par connerie. Bien que la connerie mène souvent au fascisme, et lycée de versailles, (Merde, le voilà qui dégoise le paragraphe philosophico-politique). Quoi qu'il en soit, les amateurs de Rock ont été contents: ils ont eu leur Killdozer, Flush, Ganafoul et tuttiquanti, tout ça pour trois balles, et sans service d'ordre musclé.

Mais, à croire, peut-être qu'ils préférèrent un S.O.style ALS aux portes d'un concert à quarante balles, plutôt que de se farcir un quart d'heures de Free-jazz en plein milieu d'un concert Rock !

Barthélémy No Singer

FASCISME BRUN FASCISME ROUGE

Le fascisme est quotidien, y compris dans les manifestations « anti-fascistes », pas un fascisme avec drapeau déployé, mais le fascisme feutré des censures diverses, politiciennes dans le cas du concert anti-fasciste du 4 février à l'INSA.

Les petits gars de l'UCJR (Rebelles) ils n'ont pas supporté qu'on puisse y vendre « Fascisme brun Fascisme rouge » d'Otto Rühle (1). Ils n'ont pas supporté qu'un théoricien marxiste bien connu pourtant puisse dire que le Stalinisme c'est une forme de fascisme, du fascisme rouge. Ça les inquiète vachement, des fois que leurs militants se poseraient des questions sur le fonctionnement de leur organisation. Alors ils en rajoutent et en attendant les Guépéou futures, ils s'érigent en petits censeurs d'un soir, confisquent le livre en question et démontrent ainsi toute la valeur de l'analyse d'Otto Rühle. Oui le fascisme rouge existe, historiquement dans le totalitarisme des dominations étatiques soi-disant socialistes, potentiellement dans ces avortons de structures bureaucratiques et autoritaires que constituent les sectes léninistes.

(1) Editions Spartacus, en vente à la librairie La Gryffe 5 rue Sébastien Gryphe.

ITALIE

LE « DEMO-COMMUNISME » EN CRISE DE GOUVERNEMENT

Ouverte le 29 janvier dernier, par la démission présentée par le Président du Conseil Andreotti, la crise politique italienne piétine, comme d'habitude, dans les couloirs de Montecitorio (Assemblée Nationale) et/ou se traîne du siège d'un parti à l'autre, à l'intérieur, toujours, de l'arc constitutionnel. Rien de nouveau. Toutefois, on doit s'attendre à un éventuel dénouement de cette 38ème crise gouvernementale de l'après-guerre, qui suit son chemin habituel. En effet, le président de la République Pertini, a invité le sortant Andreotti à former un nouveau cabinet, dont la composition ne serait être très différente de la majorité qui vient de s'écrouler. Celle-ci, issue des accords du 16 mars 1978, a assurée au pays un gouvernement soutenu par les communistes; elle a pu, grâce à cette collaboration mettre en œuvre une escalade répressive alimentée par l'enlèvement de Moro quand les partis « émus » tandis qu'ils préparaient sa fin appelaient tout le peuple à resserrer les rangs dans la défense des institutions.

Formellement, la crise a été provoquée par la sortie du Parti Communiste de la majorité, à cause du refus des démocrates chrétiens d'accepter la participation directe des ministres communistes au gouvernement. Jusqu'à hier, en vérité, l'appui de l'extérieur du PC au « monocolore » s'est traduit par une caution des choix économiques, politiques et sociaux et surtout répressifs qui sévissent parmi les prolétaires et les non garantis.

Les élections ne servent qu'à la D.C

Il existe toujours la possibilité de débloquent cette situation en faisant appel aux urnes. Les élections, on l'a maintes fois affirmé et toujours vu, de toute façon ne changent queudale et précisément en Italie laissent le panorama politique et surtout social parfaitement inaltéré. Et cela se passe ainsi depuis la fin de la guerre. Si la Démocratie Chrétienne n'a plus la majorité absolue des suffrages, elle garde une bonne marge de 40% de l'électorat d'une - il faut le dire - inébranlable stabilité (comme son pouvoir, par ailleurs qui se trouve renforcé, légitimé et pas entamé par les différentes échéances électorales).

Ce n'est pas dû au hasard si le PC, las d'une léniniste pureté « révolutionnaire » inconcluante auprès des masses populaires italiennes ou, pour mieux dire, auprès des détenteurs du pouvoir effectif, à changer de tactique et, tout en poursuivant la ligne/guide tracée par son chef Togliatti dès mars 44, qui vise le pouvoir au nom du peuple, en confirmant sa volonté de parvenir à la rencontre des 3 grandes composantes de la société italienne socialiste, catholique et communiste, est décidément entré dans une pratique proprement sociale démocratique appelée « processus de démocratisation » et qui, devrait être qualifiée de démo-christianisation, étant

donnés les caractères religieux présents dans les deux églises d'Italie: la DC liée au Vatican et le PC fidèle à un prétendu internationalisme prolétaire qui ne s'est plus caché toutes ses guerres et toutes ses faillites du Vietnam à Cuba, de l'URSS à l'Afghanistan, en passant par l'Éthiopie.

Ce changement d'attitude de la part du PC, parfaitement explicable par l'idéologie autoritaire qui le soutient, a permis au parti de Berlinguer de franchir le seuil électoral des 30% des voix, et à démontrer, en même temps, la disponibilité des communistes d'atteindre le pouvoir par n'importe quel moyen, même s'il faut se mettre d'accord pour le partager, avec ceux qui l'ont: Les Démocrates chrétiens car, c'est ça le compromis historique: un partage de pouvoir qui a bien peu à voir avec la rencontre historique de toutes les composantes sociales italiennes. Bien plus, on œuvre là dans le sens et au profit de l'interclassisme le plus vaste.

La solidarité nationale

La gestion du pouvoir n'est jamais gratuite, ni neutre. Elle appelle à payer toute une série de prix: politiques et sociaux. Dans le cas du PCI, la stratégie du compromis à demander un changement d'attitude de fond et un revirement de qualité. La gestion du contrôle du social comme point qualifié d'une montée répressive basée sur la lutte anti-terroriste et d'un rétrécissement des espaces de liberté et marges de manœuvre, de manière à assurer le maintien du niveau productif dans un climat de paix sociale, à l'intérieur des usines, au nom d'une solidarité nationale mal cachée par le développement au sein d'importants secteurs de la population, surtout celle touchée par le chômage et la misère, d'une prise de conscience qui fort souvent sait s'exprimer par l'action directe et l'affrontement avec les chiens de garde des patrons, vieux et nouveaux.

Jusqu'à hier, pratiquement, les policiers étaient censés être des mercenaires du capital, de l'exploitation, de la défense des intérêts de classe, soudainement, 15 juin 75 (élections régionales) et 20 juin 76 (politiques) aidant - et dans la perspective d'une participation au gouvernement, les communistes, sortent l'histoire du policier, fils du peuple, travail de la sécurité de tout le monde, cible d'un ingrat mépris et, aussi, de plus en plus, de nombreuses balles, de différents calibres, destinées à ceux que la justice prolétaire ne manque pas de reconnaître comme ses ennemis.

Rue des boutiques obscures

Tout à fait différente est l'image des forces de l'ordre italiennes que donne dans son livre qui vient de paraître

Robert Solé, depuis 4 ans correspondant du Monde en Italie, qui parle de l'amour populaire pour les flics remplaçant ainsi l'ancienne haine. Voilà à quelle analyse d'une valeur orientée, mène la dépendance des journalistes, non plus des « informations » de la préfecture mais à présent de la ligne qui est élaborée rue des boutiques obscures (Via delle Botteghe oscure) siège du PCI. On voudrait tout simplement rappeler au journaliste du Monde -félicité par l'Unità pour ses points de vue sur la société italienne - qu'il ne faut surtout pas oublier que, pour les CRS (carabinieri) ou les carabinieri (la gendarmerie nationale) la seule place au sein de la communauté c'est le cimetière: « Camerata basco nero il tuo posto é al cimitero » et a bien compris la fonction néopoliciaire exercée par les bandes de délateurs du PCI et des syndicats confédéraux. Dans cette optique, doit être vue l'exécution du délateur professionnel, Guido Rossa, soit disant syndicaliste, représentant de la classe ouvrière, auteur d'une dénonciation qui a infligé 4 ans et demi de prison à un ouvrier qui ne pensait pas comme les bonzes syndicaux.

CGIL - CISL - UIL:
ambiguïté et incohérence.

Les trois confédérations syndicales CGIL, CISL, UIL tâchent de s'insérer dans le jeu politique, dont sortira une solution de la crise de gouvernement et veulent en influencer l'issue, par le refus par exemple, du plan trienal - document du 31 janvier - élaboré par la direction confédérale qui a repoussé à l'unanimité le plan Merlino - Pandolfi (ministre du budget du trésor).

Il n'empêche que les comportements des syndicats sont marqués par l'ambiguïté et l'incohérence. A ce propos, on peut citer toute une série de grèves (on est bien veillants) qui se sont distinguées par leur insignifiance: c'est à dire qu'elles étaient sans destinataires et sans expéditeurs, pour utiliser un langage postal.

L'opposition des syndicats, tout à fait courroie de transmission des partis (DC, PCI, PSI) à l'intérieur du monde du travail ne peut pas aller au delà d'une opposition de principe, au plan Pandolfi, dont sont rejetées et refusées les conditions préjudicielles (blocages des salaires réels, indiscrimination la contenance de la dépense publique, mobilité absolue de la main d'œuvre, marquer la relance de l'occupation, surtout au sud; réduction des engagements financiers pour les services sociaux et la sécurité sociale; le privilège accordé au coût du travail par rapport aux exigences des travailleurs.



Elections (euro) anticipées.

La solution de la crise de gouvernement n'est pas pour aujourd'hui, compte tenu d'une certaine volonté du PCI d'entrer au pouvoir à part entière. Au gouvernement ou à l'opposition, le PCI a révélé déjà toute sa capacité répressive dans le contrôle du social et tout son « amour » pour les prolétaires auxquels sont réservés de plus en plus faim - misère - prison - délation. Que les bureaucrates communistes sachent ou pas privilégier les intérêts du pays à ceux du parti, pour les non-garantis et les exploités italiens, la différence n'est pas de taille. De même qu'un parti socialiste de plus en plus sensible au charme de la social-démocratie allemande, malgré un habile rappel à Proudhon, et qui vient d'ensevelir le scandale du pétrole en votant, comme au beau temps du centre gauche (la coalition gouvernementale qui régit l'Italie à partir de 1973), avec la DC pour bloquer l'en-



NOTRE LOTTE N'EST PAS CONTRE LE MALADE - MAIS CONTRE LA REGIONE - GOUVERNEMENT ET SYNDICAT

mais, plutôt, et c'est ce qui se passe, traduire dans le quotidien, l'opposition nette et continue à l'existence de l'état, à l'escalade de la répression au refus de se transformer tous (es) en flics, délateurs, comme le souhaite le PC ou terroriser les gens pour qu'ils continuent à se soumettre à l'exploitation et la production et qui se taisent - comme l'a toujours prétendu la DC. La mobilisation prolétaire capable de traduire par l'action directe et la justice révolutionnaire son indisponibilité à se faire avoir par l'état, dans la mesure où se développe et continue la lutte de classe et revendique toute son envie de mettre fin à l'état peut aussi se transformer en lutte armée, non comme fin en soit, mais pour rappeler que c'est en droit des exploités, de choisir les moyens de leur propre libération.

P. P. Goegan.



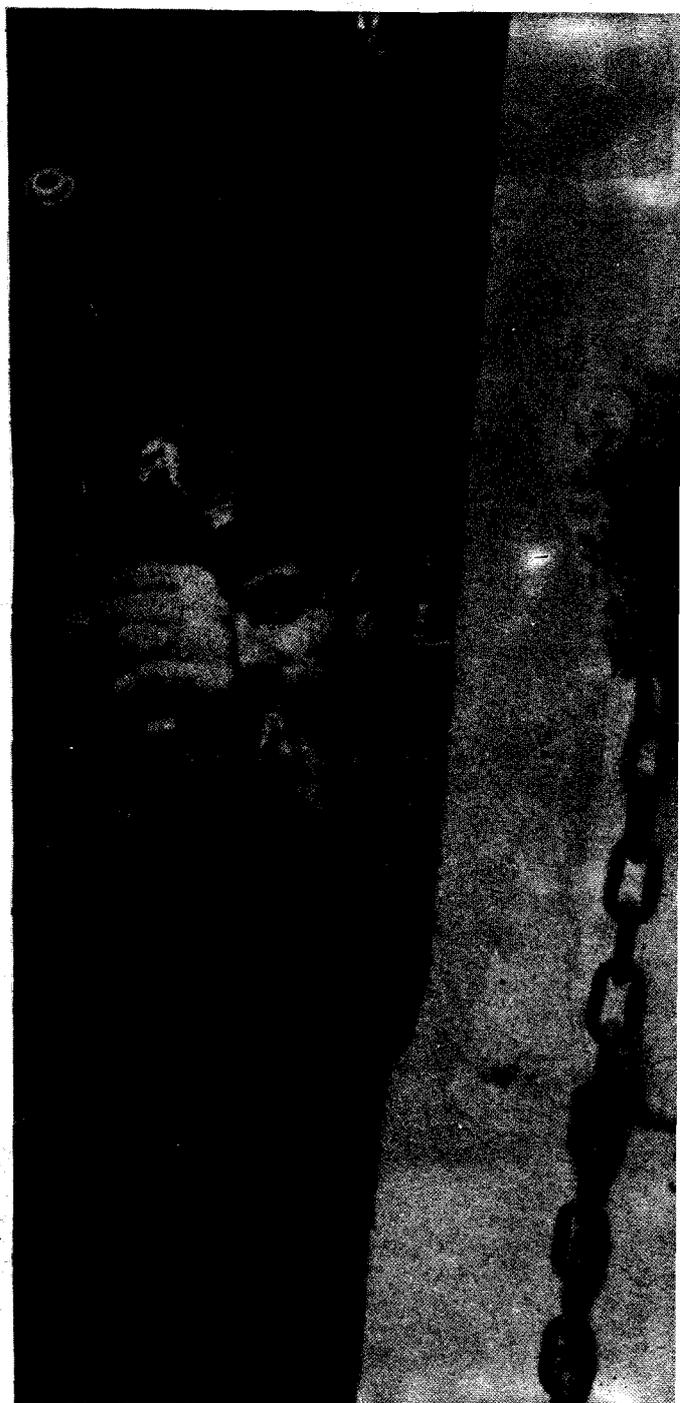
quête de la commission parlementaire sur les 23 milliards de lires dont la « race patronne » a fait largesse aux partis politiques, surtout Démocratie Chrétienne et PSI.

Au cas où il y aurait les élections au mois de mai-juin, l'équilibre électoral est censé demeuré inchangé, sauf des légers déplacements de quelques centaines de milliers de voix d'un parti à l'autre. De toute façon, l'image de marque d'un PCI, un pied dedans, un pied dehors du gouvernement est ternie. Ca pourrait donner un petit souffle de survie aux formations de la gauche néo-institutionnelle (ex-extraparlementaire) en proie à un sursaut de néo-stalinisme et déchirés par des conflits internes et qui ressemblent trop aux queuelles d'Eglise (voir à ce propos la démission que vient de donner le député de Démocratie Populaire, Corvisieri ancien leader d'Avant-Garde Ouvrière, formation trotskiste, trop sensible aux charmes des puissants pour résister aux avances du PCI, sur les positions duquel il vient de s'aligner).

Aux innombrables jeunes chômeurs, oui, mais qui refusent le travail et la soumission aux exigences de la production, aux absentéistes, aux débrayeurs, à l'ensemble des non-garantis, à tous (es) les prolétaires que les chroniques de palais n'intéressent pas et l'appel aux urnes non plus...

La lutte armée

Il ne s'agit pas, là de situer l'affrontement avec le pouvoir démo-communiste sur le seul plan militaire, terrain perdant et porteur d'une fausse prétention de libération



Me voilà... J'arrive
 Prends ces mains rouges
 Prends ces lèvres rouges
 Prends ce sang rouge
 Prends ces muscles
 Prends ces coups de pied dans le cul
 Prends ces notes de musique
 Prends un drapeau
 Prends des couleurs
 Prends un fusil
 Prends quelque chose à lancer
 Loin dans les yeux de ta planète
 Enfin prends du papier et imprime
 Les trombones, l'harmonium et un doux piano
 Mêlé au bruit du travail
 Des cris de la foule
 Des pleurs et des images télévisées
 Des élections sans couleurs

Tu peux mettre des barreaux sur ton
 Journal et des points fermés qui appellent
 A la « vengeance », au « souvenir » au dé-
 Fi à l'amour au point fermé des goulags.
 Mélange encore et quelque chose en sortira
 Comme, plus jeune, tu rêvais d'être
 en première file
 Sur la place de ton village à faire la
 révolution

VIVA L'ANARCHIA!

Et le poème reprend comme les violons
 « L'accalmie après l'orage »...
 La douleur commence à s'effacer, rentre dans ton
 Corps quelque chose de plus beau: la conscience d'être un rebel
 La conscience d'être un individu qui aime qui vit et qui lutte
 Tu voudrais donc descendre les escaliers, acheter un timbre et
 Envoyer la lettre/poème.
 Voilà tout simplement en chœur comme des « anges » qui s'incarnent
 Des voix fortes précises et qui n'ont pas peur de défier le temps
 Et l'air et les cieux et la terre et déclarer fort: vivons
 « Vivons, que c'est bon que c'est bon, vivons que c'est bon ».
 Et on ne peut pas ne pas conclure autrement qu'avec une forte
 Embrassade et un chaud baiser posé sur tes lèvres
 Tandisque, les notes de la musique qui suivent la révolution
 S'éteignent pour laisser l'espace à la réalité quotidienne qui nous dira
 Elle seule pour combien de temps encore on devra crier/exprimer notre

D

O
 U
 L



ANARCHISME &



MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

L'article qui suit est long et pas forcément drôle à lire. Encore de l'histoire à prétention théorique ! Si nous le passons dans IRL c'est pour deux raisons:

- La première c'est que nous refusons la distinction entre le journal à grande diffusion que veut être IRL (on peut bien rêver un peu) et les revues théoriques pour spécialistes. Comme nos grands oncles autodidactes et libertaires rien ne nous fait peur, pas plus la synergie (voir No 24) que l'histoire et la sociologie du mouvement ouvrier dans l'entre deux guerres. Si on comprend pas le premier coup ce sera pour le suivant, il suffit d'être patient et d'exiger de ceux qui écrivent qu'ils veuillent bien s'exprimer simplement.

- la seconde raison c'est qu'on constate actuellement de nettes tendances à la coordination de tous ceux qui, de près ou de loin, se réclament des luttes anti-autoritaires, anti-hiérarchiques, autogestionnaires au sein du mouvement ouvrier. Nous libertaires on a sûrement quelque chose à dire là-dedans. Encore faut-il ne pas sortir des vieux placards les vieilles casquettes et les vieilles proclamations d'autrefois. Le capitalisme de 1979 n'est plus celui de 1914, la classe ouvrière de 1979 n'est plus celle de 1914, et tout à l'avenant. En tant que libertaires nous nous rattachons à une histoire passée, chèrement payée par ceux qui nous ont précédé et dont on ne veut pas perdre la moindre parcelle d'expérience.; mais le mouvement libertaire actuel s'enracine dans la situation actuelle et si on veut éviter les « clash » entre problèmes et réalité d'aujourd'hui avec scléroses du passé, on a tout intérêt à balayer devant notre porte, réfléchir sur le passé pour comprendre ce qui a changé, comment ça a changé, et vers quoi ça continue de changer.

PETITS REPERES HISTORIQUES

Août 1914: Après avoir annoncé pendant des années qu'il déclencherait la grève générale en cas de guerre, l'ensemble du mouvement ouvrier français (CGT, parti socialiste mais aussi un grand nombre d'anarchistes et non des moindres avec Jean Grave, Kropotkine, James Guillaume...) se rallie à l'union sacrée. Seule une petite minorité syndicaliste, socialiste et anarchiste s'oppose à la guerre.

1917-1918: grèves à caractère de plus en plus nettement pacifiste, en particulier dans la métallurgie. Le mouvement syndical se reconstitue et se développe. Une minorité commence à demander des comp-

1921: Les révolutionnaires gagnent du terrain toute l'année au sein de la CGT et peuvent espérer conquérir la direction de la Centrale. Trois grandes tendances se dessinent parmi eux.

- une tendance anarcho-syndicaliste de plus en plus opposée à Moscou et dénonçant la dictature sanglante du parti bolchévik.

- une tendance syndicaliste - révolutionnaire fermement décidée à soutenir la révolution russe, mais tout aussi fermement décidée à sauvegarder les conceptions du syndicalisme révolutionnaire.

- une tendance syndicaliste-communiste qui suit Moscou mais tout en restant marquée par le réformisme et le manque de discipline propre au vieux parti socialiste.



15. Grève de Graulhet en 1910. « Les pluches » pour les cuisines communistes. Hommes assis de gauche à droite : Calvignac et Bressoles, de Graulhet ; Vincent Auriol (avocat

tes aux dirigeants. La révolution russe rallie le soutien de l'ensemble des révolutionnaires français qu'ils soient libertaires, syndicalistes ou qu'ils viennent de l'aile gauche du parti socialiste.

1919: Au congrès de Lyon de la CGT, la minorité révolutionnaire commence à devenir une force menaçante pour le bureau confédéral.

Mai 1920: Grave échec des grèves, le reflux syndical commence.

Fin 1920: A Tours le parti SFIO adhère à la troisième internationale de Moscou et devient la Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC).

La minorité syndicaliste s'organise dans le cadre des CSR (Comités Syndicalistes Révolutionnaire).

Juillet 1921: En décidant d'imposer les conceptions léninistes de la soumission du syndicalisme au parti, à l'ensemble de ses adhérents, l'Internationale syndicale rouge provoque un refus général des syndicalistes révolutionnaires qui, bon gré ou mal gré, se rangent sur les positions des anarcho-syndicalistes. Ceux-ci prennent la tête de la minorité. Ils envisagent de plus en plus de scissionner d'une CGT considérée comme irrécupérable, pour fonder une nouvelle centrale.

-A Lille au congrès de la CGT la tension entre minorité et majorité est à son point extrême; les deux tendances s'équilibrent, mais les majoritaires commencent à exclure les organisations adhérentes aux CSR.

Décembre 1921: Les minoritaires se réunissent en congrès à Paris; la scission est effective. Un congrès constitutif de la nouvelle centrale syndicale est prévu pour juillet 1922. Sa direction provisoire et la préparation du congrès sont entièrement aux mains des anarcho-syndicalistes.

Juillet 1922: Premier congrès de la CGTU à Saint Etienne. La direction provisoire de la nouvelle centrale (anarcho-syndicaliste) peut compter sur un tiers des mandats. Les syndicalistes révolutionnaires derrière Monatte et Monmousseau (Monatte est resté à la CGT avec son syndicat des correcteurs) sur un autre tiers. Les syndicalistes communistes sur le dernier tiers.

Depuis le début de l'année les communistes se sont efforcés de s'organiser en tendance plus disciplinée et surtout de s'allier avec les syndicalistes révolutionnaires.

Or ceux-ci s'opposent de plus en plus aux anarcho-syndicalistes - sur la question de la révolution russe, - sur la façon dont s'est opérée la scission, - sur les projets d'organisation de la nouvelle centrale. Par ailleurs la plupart de leurs dirigeants se rapprochent du parti communiste.

Face à la motion Besnard (anarcho-syndicaliste) les communistes rallient la motion des syndicalistes révolutionnaires (motion Monmousseau); deux tiers contre un tiers, les anarcho-syndicalistes perdent la direction de la CGTU.

1923: Les dirigeants syndicalistes révolutionnaires entrent au PC, un grand nombre de libertaires font de même (dans la région Herclat, Berthet, Liothier...). Les anarcho-syndicalistes perdent sans cesse du terrain dans un mouvement syndical très affaibli et épuisé par les luttes de tendances qu'il connaît sans interruption depuis sept ans. L'appareil du parti communiste se constitue en éliminant tous ceux qui, socialistes ou syndicalistes, n'acceptent pas les nouvelles formes d'organisation.

1924: Monatte et une partie des syndicalistes révolutionnaires qui n'acceptent pas la conception léniniste du parti sont éliminés, ils vont rejoindre une opposition syndicale dispersée, désunie, découragée; un grand nombre de syndicats rejoignent la CGT de Jouhaux ou passent dans une autonomie aux effectifs squelettiques.

1926: Une partie de ce qui subsiste comme force anarcho-syndicaliste tente de constituer une troisième centrale syndicale (CGTSR); en dehors de quelques secteurs très limités (comme le bâtiment) elle n'aura jamais d'existence réelle.

Si le renouveau des idées libertaires dans le mouvement contestataire qui s'est développé depuis dix ans ne fait guère de doute, s'il touche des franges non-négligeables de militants du mouvement ouvrier, il semble cependant se développer sur des terrains qui ne sont plus ceux du mouvement ouvrier.

Plus précisément, et pour parler en termes de classes, il ne semble plus, comme avant les années vingt, être lié à la classe ouvrière traditionnelle, aux ouvriers aux mains calleuses du bâtiment ou de la métallurgie par exemple. Les idées libertaires se développent plutôt, outre la mouvance « marginale », dans toute une frange de salariés, jeunes, relativement scolarisés et employés principalement dans les secteurs tertiaires. Avant 1914, des secteurs comme ceux des PTT ou des banques étaient les plus réformistes, ceux qui redoutaient le plus la pratique et les idées anarchisantes des organisations du bâtiment ou de la métallurgie. Actuellement ce sont eux qui donnent naissance à des franges salariées importantes qui tentent de développer des pratiques libertaires en se heurtant aux secteurs traditionnels du mouvement ouvrier comme...ceux de la métallurgie justement (1).

Cette différence, apparemment profonde, entre les lieux sociaux où se développent actuellement les idées libertaires et les secteurs où elles étaient présentes autrefois, devrait rendre urgente une réflexion sur la nature de ce changement, sur son importance, sur sa signification pour l'élaboration d'un projet libertaire. Ce n'est pas encore le cas (2).

Paradoxalement en effet, la survie de plus en plus marginalisée du mouvement anarchiste spécifique en France jusqu'à ces dix dernières années, en permettant de sauver l'essentiel des acquis théoriques et surtout la mémoire des expériences passées, constitue en partie une difficulté supplémentaire dans l'analyse dont le mouvement libertaire aurait besoin.

En « traversant leur siècle à pied » comme a dit je ne sais plus quel romancier de gauche, les militants anarchistes n'ont gardé trop souvent dans leur musette, que des modèles d'organisation et des programmes d'action, sortis tout droit des années vingt. Et ce n'est pas sans amertume que, face au renouveau actuel des idées libertaires, ils constatent les faibles résultats de leurs efforts (3).

1 La rupture du début des années vingt.

C'est au lendemain de la guerre de 1914 que l'on peut dater le divorce effectif entre le mouvement libertaire et la classe ouvrière française. Divorce effectif, car on ne peut pas dire que dans la période précédente il y ait eu véritablement entente totale et parfaite. Si de larges fractions de la classe ouvrière organisée s'inspiraient directement des idées libertaires, si pendant quelques années (en particulier au tournant du siècle) ces fractions anarchisantes ont rencontré un large écho dans l'ensemble de la classe ouvrière, il y a toujours eu tension entre un regroupement anarchiste, faible numériquement, et les organisations ouvrières « de masse », très proches des thèses antiautoritaires de la première internationale, mais soucieuses en permanence de leur autonomie et souvent très méfiantes vis à vis du « radicalisme verbal » des petits groupes anarchistes (4).

Après 1920 il ne s'agit plus d'une liaison orageuse, parfois très productive, mais d'un divorce complet; le mouvement ouvrier passe pratiquement tout entier, d'un côté dans la mouvance réformiste avec la CGT, de l'autre dans la mouvance communiste (promise à un brillant avenir) avec la CGTU. Les anarchistes se retrouvent durablement marginalisés dans le mouvement ouvrier.

Face à cette évolution le mouvement libertaire français n'a pas pu analyser ce qui se passait. Traumatisé par un rejet brutal, il s'est contenté, soit de répéter de façon de plus en plus incantatoire, des idées ou des pratiques n'ayant plus aucune prise sur la réalité, soit de reprendre à son compte les principes organisationnels et idéologiques (cf la plateforme d'Archinov en 1926) qui s'imposaient alors, signant ainsi, lui même, l'acte de décès de ses propres pratiques, de ses propres idées (5).

Il le pouvait pourtant car si l'histoire du mouvement ouvrier français d'avant 1914 fournissait et fournit encore une expérience essentielle, une raison d'espérer pour tous ceux qui se réclament des idées libertaires, l'anarchisme permettait, dès cette période, de penser le divorce possible entre un mouvement ouvrier, une classe ouvrière historiquement situés et un mouvement libertaire dont les conditions d'existence débordent considérablement l'affrontement conjoncturel, dans le cadre d'une société donnée, d'une classe, fut elle la classe ouvrière. C'est ce qu'avait très bien vu et dit Malatesta au congrès d'Amsterdam en 1907.

Face à la faillite des libertaires dans le mouvement ouvrier français, fallait-il décréter la faillite des idées libertaires comme l'ont fait alors de nombreux militants ?

Ne fallait-il pas au contraire constater, aussi pénible que ce soit, les transformations d'un mouvement ouvrier historiquement situé ? Avec du recul c'est sans doute cette seconde hypothèse qui se révèle la plus exacte, que l'on peut enfin affirmer et vérifier systématiquement dans la mesure où justement apparaissent les conditions d'un renouveau du mouvement libertaire.

2 - Qu'est ce qui s'est passé dans les années 20 ?

A cette question on ne peut pas, dans un premier temps fournir une réponse complète. Provisoirement, malgré tout, une première impression, trop rapide, peut être écartée. Si les libertaires se font éliminer comme forcée importante du mouvement ouvrier français ce n'est pas au profit d'un projet politique réformiste comparable au vieux socialisme d'avant 1914. Le parti communiste qui se constitue au cours des années vingt, tout en reprenant une grande partie de l'héritage socialiste (en particulier l'électoratisme...) est à la fois une forme organisationnelle et idéologique nouvelle, inconnue jusque là dans le mouvement ouvrier français, et une force dont on peut affirmer le caractère « révolutionnaire ».

De 1923 à 1934, et à l'exception d'une courte période de flottement de 1925 à 1927, le PC (qui a attiré à lui un grand nombre de libertaires) vient occuper, face au PS et à la CGT de Jouhaux, dans le vieux schéma révolutionnaires/réformistes, la place tenue massivement jusque-là par les libertaires et les syndicalistes révolutionnaires. Cette place n'est pas théorique mais tout à fait pratique, à travers une révolutionnarisation permanente des syndicats, un anti-militarisme constant et un affrontement presque sans failles avec l'Etat français (luttes contre l'occupation de la Rhur, contre la guerre du Rif...).

Paradoxalement, s'il y a faillite du mouvement libertaire ce n'est pas dans ce qui constituait l'originalité de ses thèmes et de ses pratiques face aux socialistes réformistes (révolution, action directe, anti-militarisme, lutte contre l'Etat..) mais justement parce qu'en subsistant, ces thèmes et ces pratiques sont reprises dans un cadre organisationnel et idéologique entièrement différent.

C'est bien en effet sur ce terrain organisationnel et idéologique que se situe l'effacement du courant libertaire dans le mouvement ouvrier français. Ce que nous allons essayer d'examiner d'un peu plus près.

On peut caractériser de deux façons la présence des libertaires dans le mouvement ouvrier français à l'époque de sa plus grande influence: - absence d'organisation durable et centralisée, - éclectisme idéologique.

a) absence d'organisation

Les libertaires oscillent entre deux situations, correspondant aux mouvements de poussée et de retombée des luttes sociales. Pas ou presque pas d'organisation spécifique dans les périodes de poussée révolutionnaire. Repli sur des petits groupes au moment des retombées des luttes.

On retrouve là la distinction devenue classique entre luttes immédiates revendicatives et luttes révolutionnaires à plus long terme, mais sous une forme qui n'a rien à voir avec l'articulation parti/syndicat, où le syndicat, dirigé par les militants du parti se charge des luttes immédiates, pendant que le parti se charge de la stratégie politique à moyen et long terme. Pour le courant libertaire cette articulation joue dans le temps en fonction de l'intensité des luttes. Dans les périodes de lutte sociale (comme de 1900 à 1908) les libertaires se fondent dans un mouvement dical qui développe à la fois lutte immédiate revendicative et lutte révolutionnaire globale; dans les périodes de retombée des luttes (comme au début des années 90 ou après 1908) ils se replient sur des groupes éphémères, sans liens entre eux, souvent anti-syndicalistes qui s'efforcent d'agir là où ils peuvent (propagande par le fait au début des années 90, anti-militarisme après 1908), ou même sur des terrains d'attente comme l'activité culturelle, artistique, le néo-malthusianisme, l'anti-alcolisme etc.).

En effet à cette absence d'organisation politique spécifique unifiée, à cet insertion individuelle dans le mouvement de masse en période de lutte et à ces regroupements éphémères et divers dans les périodes de repli, les libertaires font correspondre en permanence, une activité culturelle et idéologique (par les causeries, les conférences, les journaux, les brochures, les bibliothèques et...) que l'on peut provisoirement caractériser par le terme d'éclectique.

b) L'éclectisme anarchiste

Il est devenu classique dans la tradition des organisations de gauche ou d'extrême gauche dominées par le discours marxiste de dénoncer, parfois avec un peu d'attendrissement le « bric à brac idéologique » des militants « anarcho-syndicalistes » d'avant 1914. Idéalisme, absence de méthode, porosité à la culture bourgeoise, éclectisme, savoirs hétéroclites, culutre d'autodidactes « livrés à eux-mêmes », c'est dans ces termes qu'il est généralement convenu de caractériser la culture des militants à une époque où le mouvement ouvrier était dominé par les « idéologies bourgeoise et petite bourgeoise », avant qu'il ne découvre dans le marxisme la « véritable idéologie prolétarienne », (scientifique comme chacun sait).

Au risque d'attrister tous ceux qui veulent voir dans l'anarchisme une méthode d'analyse et un projet politique aussi cohérent que le marxisme (sur le champ de bataille des grandes machines idéologiques) il faut bien admettre que toutes ces caractéristiques, que l'on veut méprisantes, semblent en grande partie exactes.

Il suffit de passer en revue la multitudes des brochures de l'époque pour se convaincre du caractère enapparence incohérent d'un courant idéologique où chacun non seulement prétend se fabriquer sa petite idée sur toute chose mais n'hésite pas à la publier et à la répandre autour de lui, aussi étrange soit-elle. Chaque anarchiste prétend bien être son Marx à lui tout seul et n'hésite pas à donner son point de vue dans cette tour de Babel que semble constituer le mouvement libertaire.

3 La présence des libertaires dans le mouvement ouvrier français avant 1914

Hétéroclite, la culture des militants d'alors donne également l'impression d'être entièrement ouverte à la culture dominante. Dans les bibliothèques ouvrières on trouve de tout, les œuvres de Maurras voisinent celles de Marx ou de Bakounine aussi bien que celles des para-psychologues. Les militants d'alors sont curieux de tout et ils n'hésitent pas à puiser largement dans les trésors culturels (et « sulfureux ») de la classe dominante pour peu que ça leur semble tant soit peu intéressant. Comme le disent les délégués des jeunesses syndicalistes à leur congrès de Lyon en 1923 à propos du théâtre « il vaut mieux aller là où il y a du beau, où il y a de l'art même si ce beau, cet art sont dans des théâtres bourgeois » (Cri des jeunes 9/23).

Mieux, cet éclectisme tout azimut, les militants d'alors s'en réclament ouvertement, pour eux tout doit être examiné, étudié, de façon à permettre à chacun de « juger sainement les faits sociaux qui s'offriront à leur attention » (idem); et c'est sans aucun complexe que le groupe libertaire qui se reconstitue à Saint Etienne en 1916 s'intitule purement et simplement « l'éclectique » avant de devenir « le groupe d'étude philosophique et social », groupe d'étude où les métallurgistes, les typographes et autres ouvriers de la ville viennent se quereller à longueur de réunion à propos de brochures et de causeries aussi variées que « notre ennemi la femme » de Lorulot, le néo-malthusianisme, le syndicalisme, l'astronomie, l'origine des espèces, le végétalisme etc....

4 Deux questions

Absence d'organisation unifiée, absence d'une idéologie cohérente, éclectisme et empirisme théorique, ouverture à la culture dominante, autant de caractéristiques qui ont alimenté jusqu'à ces dernières années une vision historique et politique simplificatrice selon laquelle l'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme n'auraient constitué (au mieux!) que les balbutiements d'une autonomie ouvrière n'ayant connu son total développement qu'avec l'hégémonie marxiste, dans le cadre du parti communiste français.

Ce schéma souffre depuis peu de la disqualification croissante d'un projet politique dont on voit mieux à quel type de « socialisme » il conduit. Il souffre surtout d'une meilleure connaissance de ce qui s'est passé dans les années vingt au sein du mouvement ouvrier français et plus généralement d'une meilleure connaissance de l'ensemble de l'histoire du mouvement ouvrier.

On peut poser deux grandes questions:

La première est fondamentale: Comment expliquer la contradiction d'une culture militante éclectique, apparemment entièrement ouverte à la culture dominante, qui se développe justement dans le cadre d'un mouvement ouvrier dont on connaît de mieux en mieux le caractère « séparatiste » par rapport au reste de la société? Comment expliquer que ce soit justement dans les groupes révolutionnaires les plus radicalement opposés à l'ensemble des institutions politiques et idéologiques dominantes (armée, parlement, justice, religion, famille, etc..) que l'on trouve les militants les plus assoiffés de culture ouverte et éclectique?

A cette première question on peut joindre une autre qui porte plus directement sur les caractéristiques mêmes de la culture politique et idéologique des militants libertaires d'avant 1914: y-a-t'il vraiment porosité entre cette culture militante et la culture dominante comme l'affirme la tradition marxiste? Sous sa volonté affirmée d'empirisme et d'éclectisme cette culture n'obéit-elle pas à une logique précise?

5 La cohérence de l'éclectisme militant

Très provisoirement et à partir de données insuffisantes, l'analyse des lectures militantes de cette époque, des achats de livres par les bibliothèques, des séances théâtrales, montre cependant comment, sous un éclectisme indéniable, on retrouve des règles très précises.

Ainsi, ce n'est pas par hasard que la fête du syndicat des teinturiers de Saint Etienne, le 11 avril 1920, donne comme pièces: « le porte-feuille » d'Octave Mirbeau, « Le gendarme est sans pitié » de Courteline et « Vers l'égalité » de Nelly Roussel; le choix des auteurs est éclectique, un romancier autrefois vaguement anarchisant, un auteur comique à succès, une féministe néo-malthusienne. Le thème

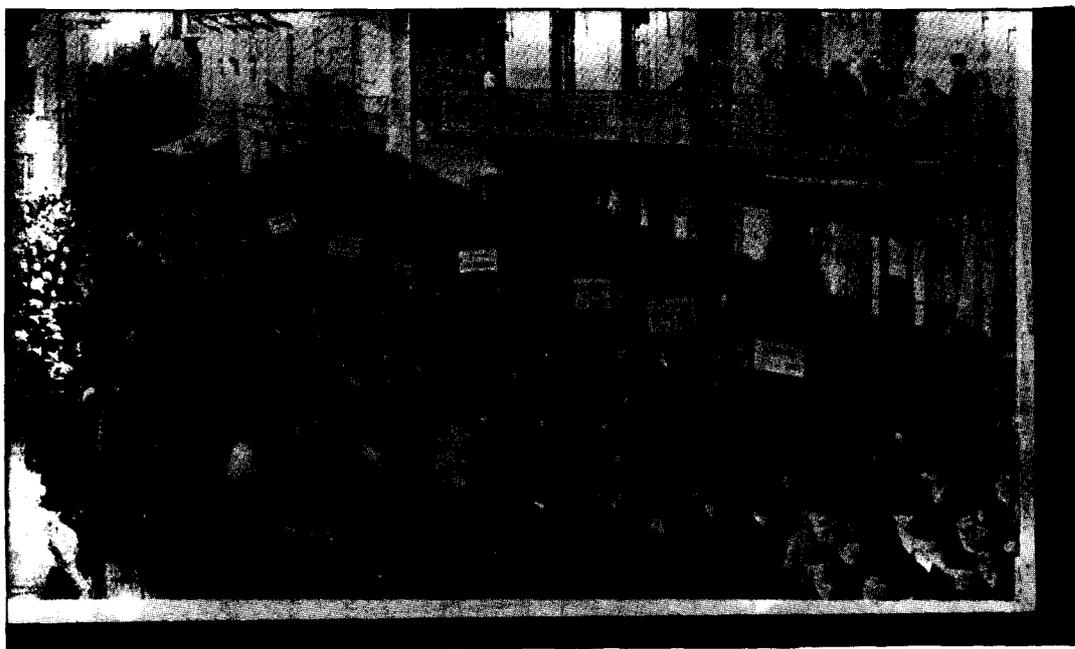
longtemps: prendre dans la littérature tant ancienne que moderne, surtout chez les plus chauds partisans du régime capitaliste et autoritaire, tout ce qui pouvait s'y trouver d'aveux en faveur de l'idée anarchiste, et publier une revue entièrement composée d'extraits de ce genre...

L'idée de Baillet m'avait toujours paru excellente. »

(Jean Grave, Quarante ans de propagande anarchiste, Paris 1973, Page 231).

6 Eclectisme culturel et autonomie ouvrière

Les règles précises que l'on sent présentes derrière l'aspect hétéroclite de la culture militante propre au mouvement ouvrier d'avant 1914, conduisent à revenir sur la première question, sur la contradiction apparente entre une culture



et le sujet des pièces ne l'est pas: l'argent, l'armée et la police, l'égalité des sexes. De même si on prend la liste des livres de la bibliothèque du groupe libertaire de Lyon dans les années vingt, le choix d'auteurs comme Ledantec, Buchner, Maurras, est éclectique, le choix de livres ayant pour titre « La lutte universelle », « La lutte contre le Vatican », « L'homme selon la science », « Force et matière », ne l'est pas; il renvoie à des thèmes: la lutte, l'anticléricalisme, l'explication matérialiste de l'homme et de la nature, ayant une place précise dans l'idéologie d'un mouvement ouvrier globalement séparatiste par rapport aux valeurs et aux institutions dominantes.

Lorsque les jeunes syndicalistes disent que l'éducation des militants suppose « de passer en revue les différentes théories scientifiques et philosophiques » c'est en précisant (à peine, dans la mesure où ça va de soi) que cette éducation est anti-religieuse, anti-militariste et anti-alcoolique.

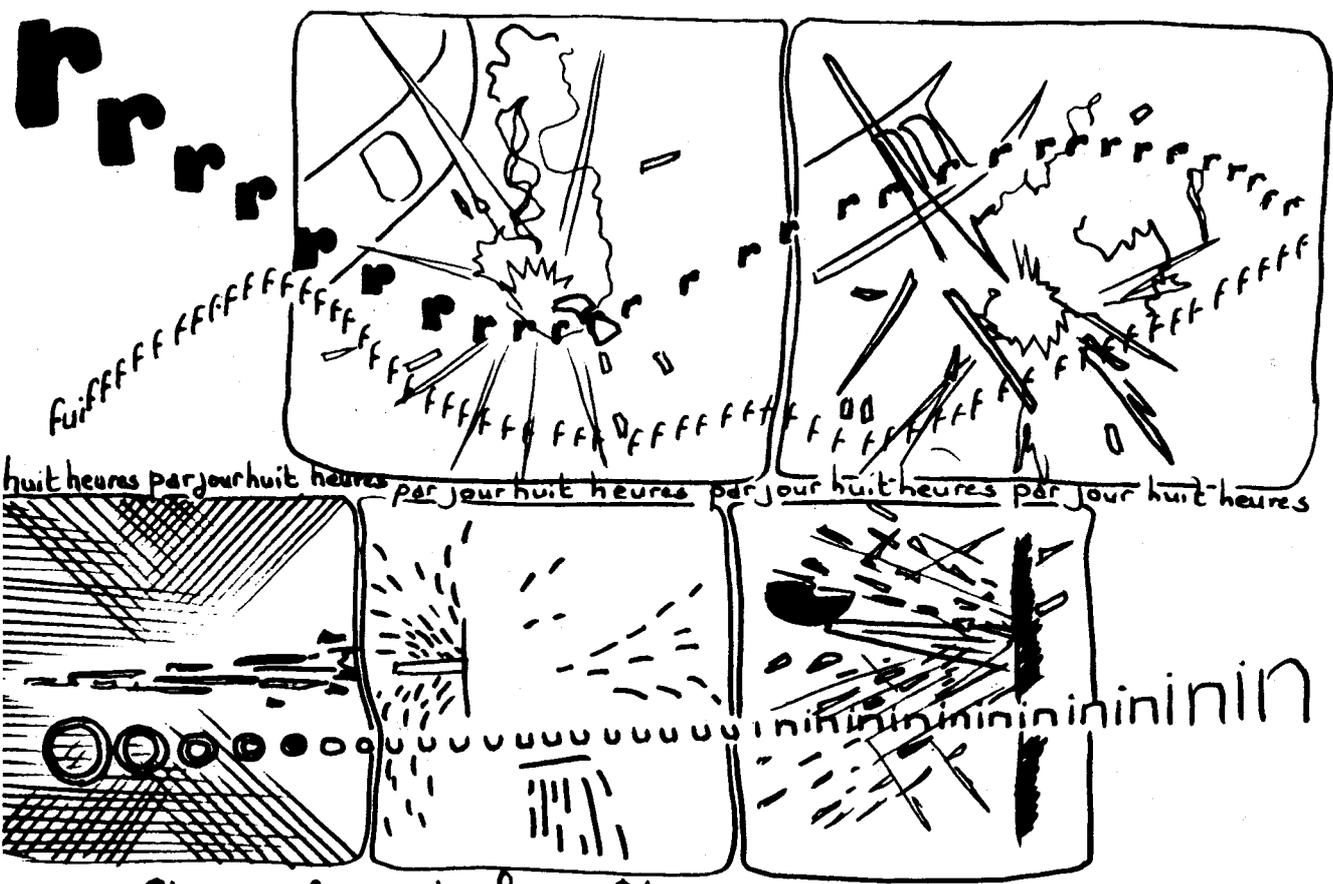
On retrouve là ce qui a fait le succès du « Supplément littéraire » des « Temps Nouveaux » de Jean Grave avant la guerre de 1914, et qui révèle, parmi d'autres, une façon bien précise pour les militants d'alors d'aborder la culture dominante:

« Au premier temps de la propagande, le camarade Baillet m'avait souvent parlé d'un projet qu'il caressait depuis

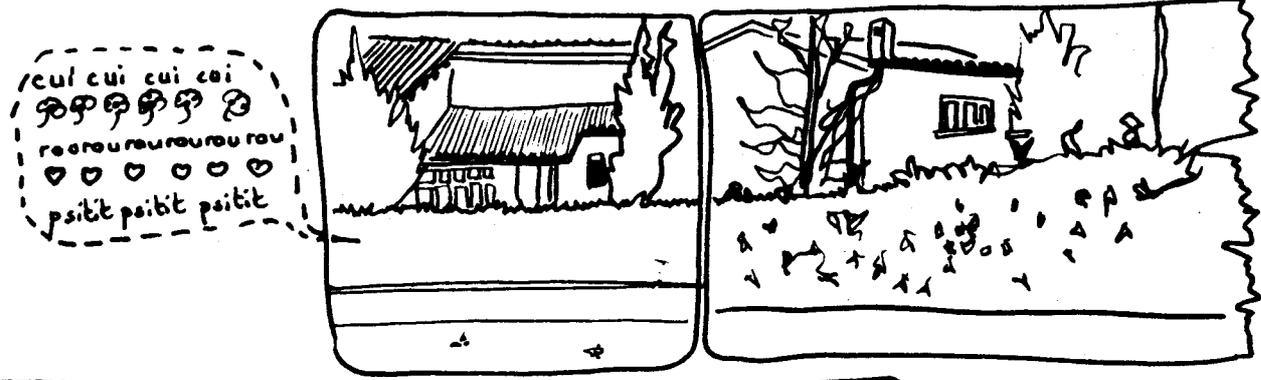
militante « ouverte » sur l'ensemble de la société et un mouvement ouvrier révolutionnaire et séparatiste par rapport à celle-ci. Cette contradiction ne traduit-elle pas, contrairement à ce qu'ont affirmé pendant cinquante ans les théoriciens marxistes, l'existence d'une autonomie ouvrière, d'une autonomie de classe, dont les recherches historiques récentes commencent à peine à découvrir l'emploi ? Seule en effet une autonomie effective peut expliquer l'existence d'un mouvement ouvrier se posant explicitement comme révolutionnaire et prétendant tout à la fois:

- lutter radicalement contre l'ensemble des institutions du système bourgeois.
- développer un modèle organisationnel fédéraliste, non-intégré, décentralisé.
- s'appuyer sur une liberté totale de discussion.
- prétendre assimiler directement, dans sa cohérence pratique, l'ensemble des éléments culturels et scientifiques monopolisés jusque-là par les institutions de la société bourgeoise.

La critique de l'éclectisme des militants révolutionnaires d'avant 1914 apparaît alors pour ce qu'elle est, le produit d'une myopie politique, d'une incapacité théorique à percevoir la logique et la cohérence d'un mouvement de



Et en face de la sortie :



cui cui cui
 prouit prouit
 cui cui cui
 pirlout pirlout
 ♪ ♪ ♪ ♪

le chateau-fort du patron...

Scénario : B. MAGNOULOUX
 Dessins : Bed Mag

classe non-identifiable, au discours et à la logique de fonctionnement des appareils politiques qui se sont imposés par la suite dans le mouvement ouvrier. (Quand on connaît de quelle place institutionnelle parlaient et parlent ces théoriciens marxistes, cette « myopie » trouve facilement son explication.)

Ce qui a gêné les théoriciens et les historiens marxistes c'est de retrouver dans le projet révolutionnaire du mouvement ouvrier français d'avant 1914, la fusion réussie (ou presque, soyons modestes) entre la critique anarchiste et les possibilités d'autonomie révolutionnaire d'une classe, à un moment donné. Critique anarchiste d'autant plus irritante qu'elle s'oppose radicalement au caractère bureaucratique et autoritaire du discours marxiste comme l'expliquait dès la sortie du premier tome du Capital de Marx, James Guillaume.

« Le reproche principal que nous lui (Le Capital) ferions c'est que l'auteur a employé la méthode déductive: c'est à dire qu'après avoir établi par des raisonnements abstraits ses premiers principes, il appelle les faits au secours de son système; tandis que la véritable « méthode scientifique » eut été l'analyse préalable des faits, en dehors de toute préoccupation systématique. Nous admettons volontier que M. Marx, de très bonne foi, se croit matérialiste, en réalité il ne l'est pas, c'est à dire qu'il ne suit pas la méthode expérimentale, il a des habitudes d'esprit qui semblent lui rester de l'école hégélienne. »

(texte repris dans L'Internationale tome II P.297, Paris 1907).

L'empirisme proné par James Guillaume ne se contente pas de démasquer le caractère autoritaire d'un type d'analyse dont on sait maintenant, quel rapport privilégié elle peut entretenir avec des structures de pouvoir à volonté totalitaire qui ne se contentent plus « d'appeler les faits au secours du système », mais qui prétendent produire les faits eux-mêmes, (opération ambitieuse dont le caractère oppressif est à la hauteur de sa difficulté). (6). Il renvoie également à un système de représentation très cohérent, celui du mouvement ouvrier d'avant 1914, dans la mesure où James Guillaume, avec tous les syndicalistes révolutionnaires, pose comme seule condition préalable à une élaboration théorique réellement ouvrière, l'existence pratique de la classe ouvrière et non la « théorie prolétarienne » dans le ciel des idées propres aux machines bureaucratiques. Il s'agit bien sûr ici de la classe ouvrière d'avant 1914 qui, comme le dit Yvetot (secrétaire des bourses du travail):



« est assez grande pour marcher toute seule, puisqu'elle sait mieux que les intellectuels où elle va, vers quel but et par quels moyens. Elle seule sait vraiment de quoi elle souffre. Elle sait comment atténuer sa souffrance et nulle influence étrangère à sa classe ne lui fera croire qu'il est d'autres moyens pour elle de s'affranchir que de ne compter que sur elle-même... Elle a raison la classe ouvrière de se défier des gens qui, n'ayant pas subi la même misère, n'ayant point reçu la même éducation, n'ayant point ambitionné le même avenir, ne vivant point la même vie, prétendent lui apprendre ce qu'elle est, ce qu'elle doit être. » (Bataille Syndicaliste 1912).

Produit par un mouvement révolutionnaire et une classe ouvrière encore très mal intégrée dans le système capitaliste, l'éclectisme culturel et le manque d'organisation « idéologique » des militants révolutionnaires de l'époque, peuvent enfin cesser de figurer aux bancs des accusés où les avait assigné l'historiographie marxiste. A leur tour ils peuvent se constituer en accusateurs.

Que signifie pour l'autonomie révolutionnaire de la classe ouvrière la constitution d'un appareil politique centralisé, fermé sur lui même, articulé à la structure étatique russe ? Que signifie pour l'autonomie ouvrière la constitution d'un discours clos, élaboré par des intellectuels bourgeois, remplaçant dans les groupes ouvriers la libre discussion au profit d'une « langue de bois » stéréotypée ?

N'est-il pas là le signe tangible de la perte de l'autonomie révolutionnaire du mouvement ouvrier français au lendemain de la guerre de 1914 ? Le signe tangible de l'affaiblissement durable des possibilités révolutionnaires de l'ensemble de la classe ouvrière ?

Autant de questions (pas faciles) auxquelles on essaiera de répondre dans un prochain numéro.

(A SUIVRE)

(1) cf le conflit dans la CFDT du Rhône au moment de l'exclusion des militants du centre de tri de Lyon-gare.

(2) Signalons cependant le compte-rendu du débat organisé par le Centre International de Recherche sur l'Anarchisme (CIRA) en 1972 sur « la composition sociale du mouvement anarchiste », en particulier, le texte « quelques réflexions sur les relations entre l'idéologie et la composition sociale du mouvement anarchiste » de Eduardo Colombo.

(3) Quand je parle ainsi des « marcheurs de l'anarchisme » je ne pense pas d'abord aux vieux militants qui parfois sont beaucoup plus critiques que nous sur ce que nous admirons béatement dans la joie de la découverte, mais à nous tous militants anarchistes.

(4) Sur le plan des idées cf le débat entre Malatesta et Monatte au congrès anarchiste d'Amsterdam en 1907; sur le terrain pratique cf les affrontements entre libertaires et syndicalistes dans les années précédentes la guerre de 1914

(5) A titre d'information cf le tome II du livre de Maitron « le mouvement anarchiste en France ».

(6) Le Cambodge « démocratique » défunt depuis peu grâce aux soins du Viet-nam « démocratique » est la plus récente tentative de faire rentrer dans les faits (et dans les têtes) la totalité de l'ordre admirable de la théorie scientifique de la révolution.

La CFDT Rhone-Alpes

Il y a des spectres qui ont la peau dure (si on peut dire). Le fantôme de l'anarcho-syndicalisme est de ceux-là. Déjà, au lendemain de mai 68, les dirigeants de la CFDT de la Loire (comme d'ailleurs un certain nombre de dirigeants confédéraux) avaient failli succomber au charme d'un syndicalisme d'action directe, se suffisant à lui-même, développant son propre projet politique. Ils s'étaient vite repris grâce à la médecine néo-marxiste version CERES (pour les dirigeants de la Loire). Avec l'échec de la gauche en mars 78 et les conflits politiques qui la déchirent depuis, le projet anarcho-syndicaliste hante de nouveau, sinon l'Europe comme le communisme du temps de Marx, du moins la tête des militants syndicaux. C'est ce qu'exprime Pierre Héritier, secrétaire général de l'union régional CFDT Rhône-Alpes dans un article paru dans le « Monde » du 24/1/79, sous le titre « Le spectre de l'anarcho-syndicalisme ».

Après l'échec de la gauche en mars 1978, on peut se demander si cet échec ne conforte pas une résurgence de l'anarcho-syndicalisme.

C'est effectivement un risque sérieux que nous prenons en affirmant aujourd'hui que les propositions de la gauche politique conduisent à l'impasse.

Les partis de gauche PC et PS tous courants et sous-courants confondus, sont incapables de proposer des perspectives crédibles unifiantes et conformes à la volonté des travailleurs qui veulent en finir avec le capitalisme.

La grande masse des travailleurs ne retrouve pas ses aspirations dans les débats internes du PS qui opposent « modernistes et archaïques » pour la conquête du pouvoir.

Le PC donne l'image d'un bateau sans boussole. L'union du peuple de France qu'il préconise a des relents d'union nationale. Il propose une alliance avec les éléments nationalistes du patronat. Cette voie est sans issue. Le patronat « national » n'est pas le moins intransigeant ni le moins répressif dans les luttes sociales.

Le caractère dogmatique ou technocratique pris par le semblant de débat à gauche exclut les travailleurs parce que leurs conditions de vie et de travail ne sont pas pris en compte. Mais l'anarcho-syndicalisme risque de conduire à un repliement stérile: les travailleurs se cantonneraient dans la lutte syndicale, les couches sociales mieux loties s'occuperaient de politique. C'est inacceptable pour nous, c'est en-dehors de nos perspectives de socialisme auto-gestionnaire et de pouvoir des travailleurs. Nous pensons au contraire la question du débouché politique, sans envahir tout horizon de l'action, doit être débattue par les travailleurs à partir des nouvelles conditions nationales et internationales.

Le texte d'Héritier suscite quelques remarques

On ne peut qu'être d'accord sur la critique sans appel qu'il fait des partis de gauche et leur incapacité à proposer des perspectives crédibles pour en finir avec le capitalisme. En ajoutant simplement que pour nous cette critique ne vaut pas seulement pour le court terme mais aussi pour toute stratégie de conquête du pouvoir d'Etat. Le socialisme auto-gestionnaire et le pouvoir des travailleurs dont se réclame Héritier ne peut pas s'imposer par le moyen de la conquête du pouvoir d'Etat. Celle-ci ne peut qu'osciller entre la gestion sociale

démocrate du capitalisme et la dictature SUR les travailleurs des bureaucraties étatiques type URSS, Chine et autres « démocraties populaires ».

L'anarcho-syndicalisme que redoute Héritier n'a pas grand chose à voir avec ce que ce terme recouvre comme expérience historique du mouvement ouvrier, ni avec les formes de luttes possibles en-dehors des machineries politiciennes.

L'anarcho-syndicalisme c'est la priorité donnée aux luttes directes et immédiates des travailleurs, menées et organisées directement dans le but d'en finir avec le capitalisme.

Parce qu'il prétend mener quotidiennement, sous le contrôle direct des travailleurs, la lutte contre le système capitaliste, l'anarcho-syndicalisme refuse de se cantonner à la seule lutte syndicale, corporative. Il agit en liaison avec tous les autres mouvements sociaux qui se développent partout où règne l'oppression capitaliste : lutte des femmes, lutte écologiste, lutte anti-militariste, expérience de contre société, de contre-culture...

Contrairement à ce que dit Héritier, l'anarcho-syndicalisme ne refuse pas les débouchés politiques le débouché politique pour lui c'est contribuer, avec tous les autres mouvements sociaux anti-capitalistes et anti-autoritaires, à constituer un mouvement de masse suffisamment puissant pour en finir avec le capitalisme.

L'anarcho-syndicalisme ne laisse pas « les couches sociales mieux loties s'occuper de politique »; ce qu'il laisse c'est un jeu et une scène politique où les travailleurs n'ont jamais eu (que ce soit avec Lénine ou Léon Blum) et n'auront jamais leur place (à l'exception de bureaucrates n'ayant plus « d'ouvrier » que dans leur plus ou moins lointaine origine). La vraie politique, la politique des travailleurs comme de tous les opprimés, celle qui permettra de résister au capitalisme et au système totalitaire et éventuellement de les renverser, se mène sur le terrain des relations sociales immédiates et quotidiennes, le terrain de la production, de la vie affective, de l'éducation des enfants... ces terrains qui constituent les 9/10ème de la société, où se fait la société et où peuvent se développer des organisations et des formes de lutte directement contrôlées par les intéressés eux-même.

Cette politique-là c'est celle des anarcho-syndicalistes comme de tous ceux qui ne confient pas aux autres le soin de prendre en main leurs propres affaires, une politique suffisamment quotidienne et immédiate pour qu'ils ne craignent pas, au contraire, de la voir envahir tout l'horizon de l'action.

**et le
SPECTRE DE
L'ANARCO-
SYNDICALISME...**

DU TRAVAIL !...

Mais alors, il existe l'anarcho-syndicalisme ?

Si le camarade Héritier, de sa haute position (fauteuil) croit voir un spectre de l'anarcho-syndicalisme dans des revendications exprimées par les ouvriers(es), dans leurs actions directes et dans leurs formes d'auto-organisation, (1) nous, libertaires, anti-autoritaires, anarcho-syndicalistes convaincus, nous ne pouvons que nous féliciter de l'existence de ce spectre.

En effet le développement de certaines pratiques que nous constatons dans les régions les plus touchées par la restructuration de la production (capitaliste), les occupations d'usine, barrages routiers, attaque du commissariat de Longwy, indiquent elles un développement des idées-pratiques de l'anarcho-syndicalisme dans le mouvement ouvrier ? Il faudrait pouvoir répondre à cette question en analysant plus précisément les revendications de ces groupes d'ouvriers, voir milliers de personnes qui actuellement réclament du TRAVAIL. En effet ils sont hantés par la disparition de certaines usines qui sont improductives (voir non compétitives sur le marché mondial) pour les intérêts des dirigeants-patrons. Mais cette analyse exigerait plus de temps. Ici nous ne ferons que quelques brèves remarques :

- première remarque: quelle production est vraiment nécessaire pour répondre aux besoins de ces ouvriers, aujourd'hui en France et partout dans le monde ? Ces ouvriers et leurs syndicats quand ils demandent du travail (huit heures par jour et pour tous ceux et celles qui peuvent travailler.) dans toutes les entreprises existantes, même si elles sont dangereuses ou nocives, même si elles servent seulement la spéculation et le profit, ne posent pas la question du changement radical de la production, dans le but de satisfaire les besoins des gens et non d'un système où règne le capitalisme privé ou d'Etat.

- deuxième remarque: quand on parle d'autogestion, comme le camarade Héritier, responsable de la direction régionale CFDT, à quoi fait-on allusion ? C'est quoi cette autogestion ? Je ne veux pas donner une réponse trop hative...mais je crois qu'il y a beaucoup de militants (es) ou simples adhérents CFDT ou encore des travailleurs non-syndiqués qui ont bien connu dans la pratique de leur lutte et dans la vie de l'organisation elle même, de quelle autogestion il est parfois question à l'intérieur de ce syndicat. (le plus à gauche ?).

Mais revenons aux travailleurs. Pour eux, syndiqués ou pas, la première question à résoudre est celle de travailler gagner un salaire-survivre-vivre (?) décentement. En se

mobilisant pour cette revendication, oh combien compréhensible ! expriment-ils une quelconque idée ou proposition anarcho-syndicaliste ?

NON ! Ils utilisent parfois une méthode de lutte (action directe) qui, elle, oui, peut-être considérée comme une idée-pratique d'un mouvement de type anarcho-syndicaliste.

Mais existe-t il donc des bases-organisations anarcho-syndicalistes ?

Malheureusement il n'est pas possible de faire le tour des diverses situations socio-économiques propres aux pays du monde entier, même si les multinationales sont présentes partout, elles sont encore régies par des situations particulières à chaque région, ville, village, Etat, continent. Il faut dire tout du moins que certaines actions radicales, revendicatives, se reproduisent dans le mouvement ouvrier (classe ouvrière ?) international sous des formes identiques (les mineurs aux USA, paysans au Mexique, métallurgie en RFA, divers secteurs sociaux en Espagne, les hospitaliers-service publics en Italie etc...)

En France il existe des groupes et des individus qui représentent la continuité historique, pas forcément réelle, d'un mouvement « puissant » ou ayant tout du moins une certaine importance comme la CGTSR qui, après la deuxième guerre mondiale devient sous l'influence de l'anarcho-syndicalisme espagnol, la CNTF (Confédération Nationale des Travailleurs français).

Aujourd'hui elle ne représente pas/plus une réalité, une force syndicale, mais plutôt des groupes spécifiques anarcho-syndicalistes. Ils publient un hebdomadaire, Espoir, et il paraît que dernièrement certains adhérents de ce syndicat (légalement un syndicat), ont mené des luttes dans l'hôtellerie à Toulouse, dans le bâtiment à Bordeaux, ou tout du moins ils ont des adhérents dans ces branches. La CNTF adhère à l'AIT (2).

Il existe d'autres groupes qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme, comme l'Alliance Syndicaliste qui a un journal mensuel, Solidarité Ouvrière. Les membres de ce groupements ont une réelle pratique syndicale, comme au livre à Paris, mais dans les structures syndicales de la CGT ou de la CFDT. Signalons également le groupe de l'alliance des anarcho-syndicalistes qui publient toujours un journal, l'anarcho-syndicaliste, et que l'on retrouve surtout à Force Ouvrière.

Il y en a sûrement d'autres que nous connaissons à peine ou qui existent et que nous ne connaissons pas du tout. En fin ce qu'il faut signaler c'est la rencontre nationale



des anarcho-syndicalistes qui a eu lieu en septembre à Rouen. Cette rencontre qui a rassemblé une centaine de personnes (voir communiqué dans IRL No 21) a analysé la possibilité d'une réorganisation des anarcho-syndicalistes et le renforcement conséquent de l'AIT. Le résultat le plus immédiat est la coordination qui s'effectue dans le bulletin « liaison anarcho-syndicaliste », qui sort tous les mois et qui en est à son quatrième numéro. La prochaine rencontre nationale se fera probablement à Lyon le week-end de Pâques, (chez nous quoi !). Voilà pour le « squelette » de l'anarcho-syndicalisme en France. Certains d'entre vous le trouverons pauvre ou réducteur ou donnant très peu d'informations....écrivez nous donc à ce sujet.



Il faut peut être donner encore quelques renseignements plus précis sur l'anarcho-syndicalisme dans le monde....

Pour l'instant il suffit de rappeler que la seule force sociale anarcho-syndicaliste est représentée par la CNT espagnole. On en a parlé dans le numéro 20 d'IRL. Avec ses 250 000 adhérents et sa réelle présence dans les luttes ouvrières et sociales (boycott du vote de la constitution, expression libre, grève des pompistes de Barcelone, dénonciation des lois anti-terroristes, dizaines de luttes un peu partout en Espagne, où le soutien de la CNT a contribué au développement de la lutte). On en reparlera dans un prochain numéro.

En Suède (!) il existe une petite centrale syndicale, la SAC, qui regroupe 15 000 adhérents environ. Elle faisait partie de l'AIT mais fut exclue en 1958 pour son caractère réformiste. Aujourd'hui il semble qu'il s'y développe des tendances plus radicales.

Aux USA il existe toujours des I.W.W. (Industrial Workers of de World). Avec cinquante ans d'existence, et après avoir joué un rôle important du début du siècle aux années vingt, il est réduit à quelques activités locales, mais peut-être avec des possibilités de développement grâce à l'arrivée de jeunes militants.

En Italie les anarchistes veulent re/créer l'USI (l'Union Syndicale Italienne), mais des difficultés d'ordre organisationnel, en rapport avec une réelle implantation syndicale, n'ont pas permis la structuration effective de ce nouveau syndicat.

Et puis il y a des copains en Allemagne qui veulent réorganiser la FAUD, et au Danemark, en Angleterre, en Argentine avec la FORA.....

Je pourrais continuer, mais le problème ne se réduit pas à l'énumération détaillée de ces regroupements.

L'anarcho-syndicalisme, comme méthode de lutte d'une couche sociale exploitée, peut il être un outil pour les nouvelles formes de luttes, spontanées, globales, visant non seulement les rapports économiques, mais tous les aspects de la vie quotidienne, les pouvoirs..... ?

Il reste à inventer des nouvelles formes de lutte et d'organisation qui ne se contentent pas d'être un spectre pour les nouveaux bureaucrates-technocrates....mais une manière effective de miner le pouvoir-autorité-exploitation-aliénation qui ne se transforme pas à son tour en nouveau piège.

NIHO ET TRADUCTEUR .

(1) Après avoir été exclue par le syndicat PTT de Lyon, une bonne partie des postiers CFDT du Centre de tri Lyon-gare, a décidé de s'organiser dans un nouveau syndicat (Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs: SAT). Nous avons publié dans le No 23 de décembre 78 « Pourquoi la création d'un nouveau syndicat ? » .

(2) L'AIT Association Internationale des Travailleurs, est née en 1922 à Berlin, après que différents syndicalistes ne se reconnaissant pas/plus dans l'ISR (Internationale Syndicaliste Rouge créée en 1920 et dominée par le Komintern...) décidèrent de créer ou recréer celle qui avait été la première organisation internationale des travailleurs (La première Internationale, Marx Bakounine, vous connaissez ?.....)

Furent présents à cette rencontre, la CGTU, la FAUD, la SAC, l'USI, la CNT, les IWW et la CGT portugaise etc...

Et voilà la définition du syndicalisme révolutionnaire qui fut adoptée à cette rencontre et comment furent formulés les points essentiels de la doctrine syndicaliste révolutionnaire.

CONFERENCE INTERNATIONALE

D'ÉTUDES SUR L'AUTOGESTION.

Premier projet

Après les résultats positifs des deux premières initiatives du genre (conférence internationale d'études sur Bakounine, Venise, 24-26 septembre 1976 - conférence internationale sur les nouveaux patrons, Venise 25-26 mars 1978), notre centre, en collaboration avec la revue de recherches anarchistes Interrogations, prévoit la tenue d'un nouveau congrès international et interdisciplinaire qui pourrait se tenir du 12 au 14 octobre 1979 à Venise.

Thème. Slogan ou projet, type d'entreprise ou système social, mythe réformiste ou stratégie révolutionnaire, moyen ou fin... Les sens que l'on donne et que l'on peut donner au mot **autogestion** sont multiples et contradictoires; Ces dernières années ils ont eu une vaste diffusion internationale auprès d'une audience composite, comprenant des anarchistes, des socialistes libéraux, des marxistes anti-autoritaires, jusqu'à des milieux chrétiens, voire euro-communistes.

La récupération du terme par d'aucuns, à la recherche d'une 3ème voie (plus terminologique que concrète) entre le Goulag et la mit bestimmung, n'a pas peu contribué aux récentes aventures lexicales de l'autogestion. Il est d'autant plus nécessaire de mieux définir le contenu de l'autogestion proprement dite, afin que celle-ci ne soit pas réductible à un mot d'ordre cachant mille et un usages, afin par exemple que soit tracées les limites (s'il en existe, comme nous le croyons) entre autogestion, cogestion et gestion bureaucratique décentralisée. Il s'agit là d'un travail exigeant, complexe et passionnant pour ceux qui jugent, comme nous, que l'abolition des rapports humains de domination et d'exploitation est possible et souhaitable. L'autogestion, dans l'acception la plus vaste et la plus cohérente du terme, est pratiquement synonyme de socialisme libertaire (avec peut-être l'avantage de référer plus à un mode d'organisation qu'à un modèle idéologique), incluant tous les problèmes de la réalisation conjointe de l'égalité et de la liberté, au plus haut degré possible, dans les sociétés industrielles et post-industrielles. Ces problèmes se sont aussi posés récemment (non par hasard, mais de manière concomitante à la diffusion de pratiques autogestionnaires dans les luttes sociales) dans le débat culturel: démocratie directe ou indirecte; travail manuel ou intellectuel; cohérence entre moyens et fins; inégalité et diversité; marché ou planification; domaines du privé et du public, du politique et du personnel; utilisation/jouissance des ressources du territoire; économies d'échelle/« small is beautiful »; etc.

Il nous semble que cet ensemble de problèmes théoriques et pratiques doit être posé, dans une optique autogestionnaire correcte, de façon interdisciplinaire: ce qui ne signifie pas contester les compétences spécifiques, mais déborder leurs limites souvent étroites, toujours déformantes. C'est ainsi que la conférence que nous proposons de devrait pas, à notre avis, se subdiviser en secteurs par disciplines (économie, sociologie, psychologie, politique, pédagogie, technologie...) mais s'articuler selon des thèmes transversaux. Par exemple, un des thèmes pourrait être la question des dimensions, entendu comme suit: y a-t-il un seuil minimum et maximum des dimensions (déterminées par les exigences techniques, économiques, psychologiques, etc...) qui délimite, dans les divers milieux associatifs et aux divers niveaux, des zones à la taille de l'autogestion, pour les unités productives et territoriales?

Nous pensons en outre que les expériences historiques et contemporaines de pratique autogestionnaire partielle ou totale, réelle ou mystifiée (coopératives et communautés, Yougoslavie et Espagne 1936, conseils ouvriers et comités de quartiers...) devraient être étudiés et discutés dans le cadre de la conférence, pour ce qu'elles peuvent nous apporter de positif et de négatif sur les principaux problèmes posés par l'autogestion.

Organisation. Enrichis par l'expérience des deux congrès précédents, nous proposons pour cette fois une autre organisation, afin d'éviter la lecture fastidieuse de longs textes qui affecte la vivacité et l'espace imparti aux discussions. Nous proposons donc que la conférence se subdivise en 5 sessions consécutives, chacune centrée sur un thème ou un groupe de thèmes connexes (pour le choix des thèmes, voir ce qui est dit plus haut). Chaque session prendrait la forme d'un séminaire ouvert, mené par 4 ou 8 intervenants qui amorceraient la discussion par de brèves introductions et la conduiraient entre eux, en table ronde, avec la participation du public.

Communications. La structure particulière de la conférence exige que les contributions soient publiées à l'avance, afin de mettre à la disposition de tous le « matériel » nécessaire à une rencontre fructueuse; c'est seulement ainsi que les tables rondes seront de vrais séminaires de travail et non une succession au hasard de brèves communications suivies d'une discussion improvisée.

En raison du coût technique et financier de l'impression et de la distribution préalable des communications, et pour donner déjà avant le congrès la plus ample diffusion possible aux documents et aux thèses qui y seront présentés, il est proposé de publier les travaux:

- dans le numéro double monographique d'**Interrogations**, consacré à l'autogestion, qui doit paraître en mai 1979;
- dans le numéro de juin de la revue italienne **Autogestione**;
- dans le numéro d'août de la revue **Volonta**;
- dans les numéros de **Rivista A** d'avril à septembre (sur IRL dès qu'on pourra...).

Il est peut-être aussi possible et souhaitable que certaines contributions paraissent dans d'autres revues, italiennes ou non, ouvertes au thème de l'autogestion, pas nécessairement libertaires. Il faut néanmoins qu'elles soient publiées à temps et qu'un certain nombre d'exemplaires ou de tirés à part soient mis à la disposition des participants, par l'intermédiaire du secrétariat.

Pour donner un plus large écho international aux débats précédant la conférence, nous entendons en outre encourager la publication d'une partie au moins des travaux dans la presse libertaire espagnole, britannique, française, allemande, nord-américaine, etc.

Traductions. Pendant le congrès, il sera effectué une interprétation simultanée italien-français et italien-anglais.

Pour conclure, ceci est un premier schéma de discussion sur les structures de la conférence: cela signifie que nous demandons à tous les intéressés de nous faire tenir au plus vite leurs critiques, leurs suggestions, leurs informations, avant tout sur l'articulation et l'éventail des thèmes, afin que dès la phase préparatoire la conférence soit le plus possible... autogérée par les participants mêmes.

Milan, janvier 1979
Centre Studi Libertari

Donc séminaire sur « Anarchisme et loi » organisé à Rotterdam du 3 au 5 janvier 79 par le Département de Droit Constitutionnel de l'Université Erasme.

Responsable: Thom Holterman, 35-40 ans, directeur adjoint du dit département, ancien ouvrier reconverti dans les études, co-éditeur du journal anarcho-socialiste « De As » Sur le plan formel, séminaire très bien préparé. Les auteurs de textes les avaient envoyé suffisamment à l'avance pour qu'ils soient ronéotés et envoyés environ un mois avant le séminaire à chaque participant! 3 volumes de 220-250 pages chacun... Pendant les trois jours, discussions par groupes de travail avec un rapporteur et chaque matin synthèse présentée en AG. Un bouquin doit-être édité à ce sujet dans les mois qui viennent. Traducteurs français à vos plumes! En effet sur 60 participants, on comptait une bonne moitié d'hollandais, américains, anglais, allemands et quelques français et espagnols égarés, la seule langue parlée étant l'anglais. La majorité des participants étaient soit des profs ou assistants (hollandais, français, anglais et surtout américains) soit des étudiants (hollandais allemands); militants très rares, une dizaine.

Anarchisme et loi

Sur le fond: discours assez théorique (vu le nombre d'universitaires..) et plutôt branché sur une interprétation historique avec toutefois des ébauches de réponse concernant le monde actuel. Il semble que l'anarchisme soit, du moins dans les facs anglo-saxonnes, le-isme à la mode, et perçu principalement comme une défense de l'individu par rapport à l'omnipotence de l'état. D'où un certain confusionnisme et l'émergence d'un courant anarcho-capitaliste recherchant ses racines chez le Proudhon de la fin de sa vie...

Plus sérieusement, l'anarchisme est apparu comme un concept faisant de la loi un consensus de règles partant de la base pour remonter au sommet avec quelques points fixes (grands principes: voir Bakounine et Kropotkine) mais permettant une perpétuelle évolution pour ce qui est de leur application en fonction de la communauté ambiante. D'où l'explication de l'enthousiasme actuel des anglo-saxons en tant que pays basé sur le droit coutumier en opposition aux pays latins (Italie curieusement absente d'ailleurs) basés sur le droit écrit.

Texte pour IRL

Vous tous les théoriciens de l'insoumission. Vous qui mettez en 3 lignes et 2 paragraphes les raisons objectives de s'insoumettre et les aboutissements de cette lutte qui finalement, dans bien des esprits représente celle de l'avant-garde, à vous tous je vais conter l'histoire si simple, d'un tout petit insoumis...

Je suis insoumis comme je pourrais être boulanger ou vétérinaire, question de classe, question de temps... Pour moi l'insoumission ne se contente pas d'être un refus. Refus de l'armée, refus de l'Etat et d'autres choses tout aussi dégueulasses. Elles devraient s'appeler la non-soumis-

sion de mes désirs... Mais le mot déjà dit perd de sa signification.

Insoumis nous le sommes... Mais toujours en train d'employer le même langage stéréotypé et militant. Ce n'est pas le langage de notre insoumission, c'est seulement le langage cohérent et théorique de l'insoumission.

Arrêtons pour une fois de nous présenter personnages cohérents, alors que notre vie est faite d'incohérences (certes... mais libératrices...). Et ainsi un jour au milieu de nos réflexions, de nos peurs jaillira la véritable société, celle qui n'aura pas été annoncée, celle à qui nous ne donneront pas de nom...

Christian





OP 20

OBJECTION

Toute personne voulant obtenir le statut d'objecteur de conscience doit adresser une demande au Ministère de la Défense. C'est en fait la Commission Juridictionnelle (qui dépend directement du ministre) qui juge la validité de la demande et donc, accepte ou refuse de donner le statut d'objecteur sur la base de motifs philosophiques ou religieux, les motifs politiques étant exclus.

En 1971, 20 demandeurs de statut décident d'envoyer la même lettre, mot pour mot. C'est ainsi que naît l'opération 20 ou OP 20. Pourquoi une lettre identique pour tous?

Il s'agit de prendre le législateur au pied de la lettre en obligeant la Commission Juridictionnelle à accorder le statut à tous ou à infliger des sanctions identiques pour tous.

« L'OP 20 est avant tout un acte collectif et de solidarité vis à vis de l'arbitraire des décisions de la Commission Juridictionnelle ».

D'autres demandeurs de statut décident de se joindre à l'OP 20 et envoient, eux aussi, toujours la même lettre. L'OP 20 aura à ses débuts des problèmes (lire Objection 92-93 qui est consacré essentiellement à l'OP 20), et certains de ses participants devront s'insoumettre et faire de la tôle. Néanmoins, la Commission Juridictionnelle subira un échec, car à deux reprises, ses décisions seront cassées par le Conseil d'État, et elle devra accorder les statuts à tous les demandeurs OP 20. Il en sera de même par la suite, même après une autre tentative en 1975 pour briser l'OP 20.

Depuis, plus de 500 demandes de type OP 20 ont été acceptées. Mais la Commission Juridictionnelle a décidé de faire une nouvelle tentative depuis le mois de novembre 1978.

Le 17 novembre, la C.J refuse 40 demandes OP 20. Lors de la séance suivante, le 30 novembre, elle en refuse 17. Si cela continue, il y aura bientôt 200 demandes OP 20 de refusées, c'est à dire toutes les demandes en cours.

La coordination OP 20 a aussitôt organisé une AG qui s'est tenue le 16 et 17 décembre à Paris, où l'on a décidé de l'attitude à avoir.

Les OP 20 vont d'abord essayer une démarche commune sur le terrain légal:

- 1) Appel auprès du ministre (sans aucune illusion, mais cet appel est suspensif pour le service national).
- 2) Recours en cassation devant le Conseil d'État. Ce recours n'est pas suspensif et peut trainer pendant longtemps jusqu'à trois ans. Lorsque le ministre aura refusé l'appel, les OP20 vont recevoir un ordre de route. Il a été décidé d'adopter alors une attitude collective d'insoumission jusqu'à ce que l'on connaisse la décision du Conseil d'État.

Dans le cas où aucune démarche ne réussirait, et où les statuts seraient définitivement refusés, le risque est de voir les OP 20 rejoindre leur affectation. L'OP 20 n'existerait plus. Tout ce qui a été acquis depuis 8 ans serait perdu. C'est pour cela que bon nombre d'OP 20 ont décidé d'être insoumis dans une telle situation.

Comment soutenir l'OP 20.

- 1) Tout d'abord en faisant une demande d'OP 20 si l'on est un futur objecteur. Il ne faut pas tomber dans le piège de l'arbitraire de la C.J. Si de nombreux demandeurs de statut rejoignent l'OP 20, la C.J sera obligée de faire machine arrière.

- 2) Toute personne peut soutenir l'OP 20 en envoyant la lettre au ministre, rédigée lors de l'AG des 16 et 17 décembre:

Il est important de savoir que la démarche OP 20 ne consiste pas uniquement à demander le statut, mais aussi pour la grande majorité de demandeurs OP 20 à s'insoumettre au service civil qui restreint toutes les libertés des objecteurs, et qui fournit pendant deux ans une main-d'œuvre gratuite à l'ONF.

A la différence de l'insoumission totale, les objecteurs insoumis ne sont pas poursuivis par les Tribunaux Permanents des Forces Armées mais par la juridiction civile et encourent des peines moins importantes.

La lutte actuelle pour l'obtention du statut est directement liée à celle des Objecteurs Insoumis. Les procès contre les insoumis ONF et les refus actuels de statuts sont deux aspects d'une même répression contre l'anti-militarisme, répression qui s'abat également contre les insoumis totaux, les soldats en lutte, la presse anti-militariste...

Remarque importante: ceux qui désirent faire une demande OP 20 doivent s'adresser à la coordination dont l'adresse est:

Coordination OP 20

Robert Hazard

La Fabrique 38 850 Charavines

En effet, on leur fournira le **texte exact** de l'OP 20, alors que certains journaux ou brochures ont publiés des textes anciens ou erronés. Ils recevront également l'adresse d'autres OP 20 habitant près de chez eux.

A noter que la liste Comités de lutte des objecteurs existant actuellement est publiée dans Objection.

Lettre de soutien à envoyer individuellement :
au Ministre de la Défense
14 rue Saint Dominique 75 007 Paris
en franchise postale.

Monsieur le Ministre,

Plusieurs dizaines d'objecteurs viennent de se voir refuser arbitrairement le bénéfice de la loi 71-424 du 1er juin 1971. Or vous devez savoir que depuis 1972 plusieurs centaines de camarades ayant demandé le statut dans les mêmes termes l'ont obtenu, certains après recours en cassation devant le Conseil d'État.

Déjà plusieurs centaines d'entre eux ont dû témoigner de leur bonne foi en passant des semaines ou des mois en prison pour se voir finalement accorder le statut d'objecteur.

Je m'étonne que la loi ne soit pas appliquée de la même manière pour tous. Les motifs reconnus valables pour les uns doivent l'être pour les autres.

Je me déclare solidaire de toutes ces personnes et je proteste contre l'arbitraire de la Commission Juridictionnelle.

Je vous demande de faire réexaminer les demandes de statut d'objecteur refusées par la C.J. lors de sa séance du 17-11-78 et me déclare prêt à entamer toute forme d'action pour soutenir cette lutte.

Signature et adresse



ETUDIANT

pour toi, cette prose

Devrait-on, par l'insécurité névrotique à laquelle nous sommes confrontés quotidiennement, se contenter d'un choix primaire entre deux domaines sciemment dissociés, j'ai nommé la culture encyclopédique et l'imaginaire créatif.

...Ou si vous voulez:

- les sciences froides de l'enregistrement, codification et rationalisation des matériaux accessibles au travers d'une démarche elle-même définie.
- et la connaissance fondamentale ou encore philosophique de la vie qu'il serait vil de consumer bêtement dans une analyse rationnelle tant sa valeur semble puiser dans l'expérience personnelle, indépendante de tout schéma et complétude de la pensée.

Vivre idiot ou mourir renseigné?

Tout enseignement distille une quantité de matériaux, qui, une fois assimilée, doit nous permettre d'adapter cet acquis à nos besoins concrets. Inutile d'insister sur le fait qu'éé vérité, le besoin engendre l'adaptation, et Dieu créa le mouton - Humain. L'enseignement est un champ d'adaptation pour des besoins dont l'urgence justifie les moyens employés:

- réprimer la contestation étudiante à son insue.
- entretenir une culture de classe, divisionniste et productive.
- valoriser des méthodologies périmées au détriment de l'épanouissement individuel, dans l'unique but de contrôler ce dernier.
- et enfin véhiculer des mythes et schémas idéologiques qui permettront pour le tout-venant de se justifier des choix qu'il ne contrôle pas.

Voici donc exposé, dans son principe, la quadrature des mécanismes de frustration dans tout consensus d'enseignement actuel. C'est même sans compter sur l'aide bienveillante de toutes les institutions dont les expressions sont figées dans la « contemplation morbide de leurs propres déchéances » (ne pas confondre avec Autocritique). Cette spiritualité institutionnelle qui bave sur les murs dépravés des cités, on la retrouve retransposée, par une singulière réflexion (réflexion) dans le compromis douillet qu'affectionne l'étudiant manipulé.

Le pouvoir étatique prouve bien qu'il sait tirer leçon des révoltes passées. On ne peut vraiment lui reconnaître qu'un seul mérite, celui d'entraîner inexorablement, les éléments qu'il contrôle dans sa chute; exploitant du même coup les contradictions du corps social qu'il gouverne, il sait adapter sa nécessité de profit à une situation de confusion et de résignation.

La coloration politique du pouvoir réformiste des états occidentaux représente un problème que chacun résoudra en fonction de ses goûts personnels. Tout cela ne semble dépendre uniquement du fait que l'on ait l'hémisphère cérébral droit à la place du gauche ou vice et versa.

La question du non-pouvoir de l'individu résulte bien de cette querelle d'hémisphère, qui ne serait en aucun cas permettre un processus de pensée que l'on nommera provisoirement LIBÉRATION.

... à suivre

à propos du journal

Bonjour,

quand j'ai su que la décision de faire IRL mensuellement serait prise définitivement après un essai de trois mois, je me suis dit que je pourrai contribuer au débat sur la nouvelle formule par une lettre de lecteur.

Je ne me suis bien entendu, pas empressé de tenir ma bonne résolution, et c'est donc les mains vides que je suis passé à Lyon. Là, je me suis aperçu que mes quelques impressions et interrogations pouvaient entraîner des discussions vives et nourries. Il est donc, certainement, intéressant que je reprenne ce que j'ai dit, par écrit de façon plus complète et plus systématique, pour un groupe de copains plus important numériquement que celui que nous formions le 29 décembre.

En vérité, je vous le dis: c'est pas mal. Vous atteignez même des sommets, avec un numéro entier sans erreurs de maquette! Bon d'accord, ça n'a pas duré, mais je tenais à le noter.

Les couvertures donnent au journal un aspect extérieur attractif qui pousse à la feuilleter. La présentation intérieure est agréable et stimule l'envie de lire.

J'ai bien aimé, par exemple, les pages 5 et 15 du No 21, pour la façon dont le texte était présenté. Par contre, il en est d'autres qui me déplaisaient, car la lecture immédiate du titre ou du texte y est mal aisée (p.23 No 22 ou p.17 No 23).

Enfin, dans l'ensemble, c'est chouette, et quand on regarde le journal sur 5 ans, on ne peut constater que sa vitalité et son évolution positive, à travers des recherches et des tentatives diverses.

Le titre, bien positionné en haut de la couverture, se voit de loin, ce qui a son importance (1). Il n'en demeure pas moins relativement ésotérique sous sa forme sigle (2), et une fois développé ne suggère rien de particulièrement attirant.

Grand concours:

Est-ce-que IRL - Informations Rassemblées à Lyon - est un titre qui chante:

- un peu
- beaucoup
- pas du tout
- énormément

dans la tête, ne disons pas d'un quidam, mais d'un sympathisant libertaire du Nord-Pas de Calais (ou d'un breton, c'est pareil) qui le voit pour la première fois?

Faites une croix dans la case de votre choix!

D'accord, y'a l'sous-titre qui permet de s'orienter.

Alors, le titre, y sert à quoi? On pourrait le supprimer? Ouais! Hé! j'plaisante! quoi que dans l'fond... Même si c'est pas si simple que ça à faire...

IRL pag.26



Bien sûr, si je dis tout ça, c'est parce que j'ai cru comprendre, qu'en plus d'être mensuel, IRL avait des prétentions nationales. En tout cas, la question a été posée dans le No21 (3). Avez-vous tranché?

Pour ce qui est des numéros 21 à 23, je ne leur vois pas plus de caractère national qu'avant. Je ressens IRL comme un journal libertaire et lyonnais. C'est pour ça qu'on y trouve des « débats intéressants l'ensemble du courant libertaire », cotoyant des « articles ou des informations sur la région lyonnaise ».

Quant aux articles sur l'étranger, s'ils ne contredisent pas l'aspect libertaire et lyonnais d'IRL, ils ne suffisent pas, par leur présence, à lui donner un caractère national. IRL ne peut pas prétendre, à l'heure actuelle, être un journal national, même si sa lecture présente de l'intérêt pour bien d'autres que les Lyonnais.

Je ne pense pas qu'une diffusion systématiquement bien orchestrée, non pas sur *the principal countries in the world*, (prétentieux), mais pour *l'instant sur the principal cities of France*, soit à négliger.

Les formes sont à choisir: NMPP, (Le Monde Libertaire) M.Alternatives (Interrogations), réseau de librairies parallèles ou autres, ou plusieurs à la fois. Mais ça ne doit pas être une difficulté monstrueuse. Certains diront: organisons déjà la distribution sur Lyon, pour le reste, on verra ensuite. Moi, à l'aise, de Paris, je dirai: les deux doivent pouvoir se mener de paire, et c'est quand même pas croyable que Lyon ne soit pas quadrillé en autant de secteurs qu'il y a de coopins qui font IRL, chaque coopin approvisionnant et surveillant son secteur. Je vais encore faire de l'évidence facile: ça sert à quoi d'écrire et de publier, si c'est pour pas être lu, ou pour ainsi dire pas? Et, pour être lu, on doit prêter attention à la forme et au fond du journal, à sa diffusion et même à sa publicité.

Il est des lieux où il n'y a que la profondeur du concept qui soit valorisée; la forme y est considérée comme un souci esthétique fascinant, la diffusion est une tâche subalterne qu'on exécute de mauvaise grâce. En ces lieux on ne s'adresse jamais qu'à une poignée de convaincus qui doivent peiner pour absorber leur ration d'idéologie. On le sait, on va même jusqu'à le déplorer parfois, mais c'est tout...

Mais revenons à vous rassembleurs d'informations à Lyon.

IRL se veut un journal d'expression libertaire, ce qui a le mérite d'être clair et vague tout à la fois.

Il serait plus exact de dire qu'il s'agit d'un journal où s'expriment des libertaires individuellement responsables de leurs écrits signée ou non. Cela sous-entend que tout article doit être passé intégralement tel qu'il est proposé, et que s'il y a une divergence, elle peut être exprimée dans un contre-article. c'est votre règle et c'est un de vos points forts. Elle permet un dialogue fructueux. Je prendrais comme exemple les articles sur le féminisme, dans le No 21, et ceux qui leur font écho, dans le No 22. Par contre, lorsque la contradiction est portée au sein même de l'article, sous forme de notes de claviste, comme se fut le cas pour *La femme fut esclave avant que l'esclave fut* (No 19), c'est absolument intolérable. A la vue de la note en bas de page, on pouvait croire que le problème allait être résolu. Ben non! en revoilà dans le No 22. Cela veut-il dire qu'IRL a secrété les mêmes structures hiérarchiques qu'à Libération et que les clavistes dénoncent leur statut d'inférieurs (4)?

S'agit-il de spécialistes qui s'insurgent contre la non rotation des tâches?

Est-ce qu'à IRL, il y a des spécialistes avec un pouvoir dont ils peuvent user et abuser?

Oui, d'accord, c'est bestial de composer, mais les clavistes sont-ils contraints et forcés de le faire? Non? Ben alors?

Est-ce que un tel procédé n'est pas susceptible de bloquer ceux qui ont du mal à écrire, ceux qui n'osent pas bien?

Les clavistes veulent-ils attirer l'attention sur le fait que les articles ne devraient passer qu'après avoir été soumis à l'appréciation du groupe lors de la réunion?

Enfin, les clavistes veulent-ils prouver quoi que ce soit? Ne se font-ils pas, tout simplement, plaisir, en ricanant dans le dos de leurs petits camarades? Ce qui, après tout, est une forme d'expression, mais est-elle libertaire?

Sur ce, je vous quitte, en regrettant d'être trop loin pour venir discuter de ma lettre avec vous.

Si vous estimez utile de la publier: faites.

Amitiés

Consort

Précisions d'un claviste bestial

- 1ère précision: nous avons décidé en assemblée générale que les clavistes seraient désormais punis s'ils continuaient à mettre des notes dans les articles de leurs petits camarades.

- 2ème précision: il y a à mon avis des structures hiérarchiques dans IRL, puisque seulement trois ou quatre personnes sont capables de se servir de la composphère et deux font le montage. Sorti de ces 6 personnes s'ajoutent pour la diffusion du journal et l'écriture des articles (sans compter les personnes extérieures au journal) 2 ou 3 personnes. Sur les 20 personnes qui viennent aux assemblées générales, cela fait un sacré tas de fainéants. Bouh les vilains. Ceux-là on ne les punit pas. **Injustice!**

- 3ème précision: les spécialistes existent (je les ai rencontré) et ont un pouvoir. Pour les clavistes ils peuvent taper les articles un peu comme ils veulent tout en respectant le texte à la lettre (ou presque). Pour les monteurs ils peuvent monter les articles comme ils veulent. A part ça aucun pouvoir sauf celui d'ouvrir sa gueule (comme tout le monde, nouvelle injustice?).

- dernière précision: quand on a passé une journée à composer le journal et qu'on tombe sur des articles chiantes (mais que l'AG a décidé de passer, donc il faut les taper) il est très difficile de se retenir pour ne pas foutre un petit commentaire. Ce n'est sans doute pas libertaire, mais c'est une manière de se faire plaisir quand on en a marre. Et oui; à IRL aussi on pouvait se faire plaisir.

Sur ce salut.

Un claviste bestial et tout couillon

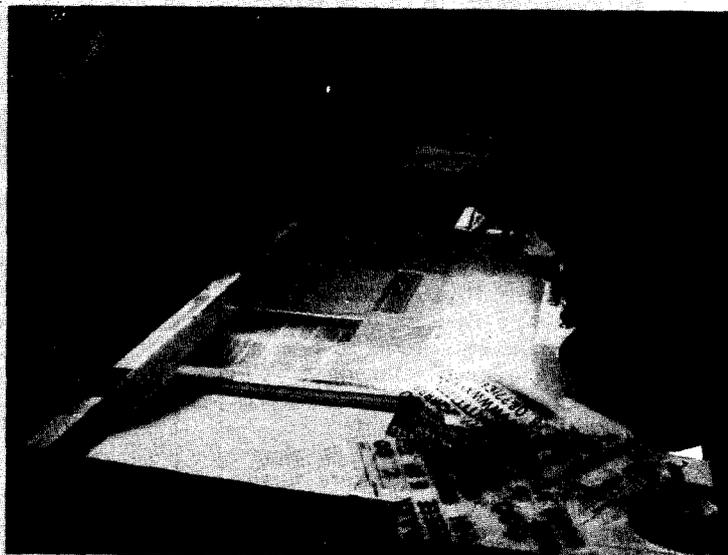


(1) Heureusement que le No 20 fut unique en son genre

(2) Pour le No 21, il n'est présent que sous cette forme! Ca va quand on connait. Mais quand on ne connait pas?... et un des buts d'un journal, c'est toujours d'essayer d'accroître le nombre de ses lecteurs, non?

(3) Article de Mimmo, p.18, No 21.

(4) Je sais, tout le monde touche le même salaire.



ON... n'ira pas par 4 chemins: les copains de Front Libertaire sont dans les malheurs. Avec leurs 6 briques de déficit et les 3 de matériel dérobé, ça leur en faisait 9 à récupérer coûte que coûte. Sinon; la clef sous le paillason. Ils ont tenté un banco en organisant la fête libertaire du 20 janvier à la porte de Pantin. Ils se sont ramassés. C'est désormais 9,7 briques qu'il leur faut rembourser!

Et c'aurait pu être bien plus, si les artistes n'avaient pas, après discussion, accepté dans leur grande majorité, une diminution de leur cachet. Bien sûr, le procédé est discutable, mais c'était ça ou le désastre!

Pourtant, de la fête, les copains sont assez contents:

- d'abord, parce qu'ils ont été capables de la mener à bien, même si c'était aux limites de leurs forces;
- ensuite, parce que la venue de 3 500 personnes c'était pas mal du tout.

- enfin, parce que ce fut un moment sympa de retrouvailles, avec de la musique pour tous les goûts et des débats pour ceux qui aiment ça (pas vrai l'UTCL? !).

Alors, qu'est ce qui a cloché?

Premier point: l'information.

Dans les journaux, elle n'est pas mal passée, mais au niveau de l'affichage, elle fut défectueuse: sans grand impact quand effectué trop tôt et, qui plus est, durant les vacances de Noël (comme j'ai pu le constater dans une fac); pas assez soutenue dans les endroits stratégiques (dans les quartiers à cinémas, c'est le vendredi, samedi, dimanche que les affiches doivent être omni-présentes, pas le mardi mercredi!). En plus, la première affiche, esthétiquement très belle, n'était lisible que de très près, et l'heure de la fête n'y était pas mentionnée.

J'ai su encore que les billets n'étaient parvenus que tardivement dans certaines librairies parallèles.

Deuxième point: la resquille.

On était 3 500 à la fête, mais il y avait bien de 6 à 700 personnes qui s'étaient faufilées grato. Allez mourir les acrobates!

Oui d'accord 30 balles ça peut être une somme. Il y en a des tas qui ne les avait pas. C'est pas une honte, ni une raison de s'priver de fête. Ils sont rentrés en donnant suivant leurs moyens.

Troisième point: la bouffe.

Voilà un autre moyen de gagner quelques sous! Mais encore aurait-il fallu qu'il y ait de quoi à temps et avec un certain choix. Pendant plus de 6 heures, on n'a eu comme

casse-croûte que des tartinettes de pâte végétal. Faut le faire!... Et faut aimer!

Voilà, le numéro 103 de FL vient de sortir. Il est tout maigrichon. Y aura-t-il un No104? Et quand? Il n'y a pas que l'OCL qui peut répondre à ces questions. Tout le mouvement est concerné.

ON... a été voir « la femme gauchère » de Peter Handke, et on s'est bien fait chier.

Par contre on recommande « La femme qui pleure » de Jacques Doillon.

On s'y est rendu avec quelques appréhensions. On avait peur de l'évocation de situation intérieurement vécues avec douleur. Ça s'est bien passé, car même si l'histoire qui nous est décrite, nous est proche, elle n'a rien à voir avec la notre en particulier, parce que un certain nombre de problèmes n'y sont pas posés.

Ici, côté matériel, pas de pétard, c'est l'aisance (pas de boulot astringent, pas de problème de fric, de logement, mobilité assurée: chacun sa bagnole, etc). Côté affectif, il ne s'agit pas d'une tentative de vie à trois. C'est plus simple: Jacques ne montre de l'amour que pour l'une des filles, ce qui fait que Dominique pleure tandis que Haydée est assez bien dans ses pompes.

Il reste à faire un film sur la tentative et les difficultés (sans doute insurmontables) de vie à trois. Bien sûr, il y a eu « Pourquoi pas? » mais les rapports y étaient tellement idéalisés que le film en perdait toute crédibilité et donc tout intérêt. Les grands principes, l'utopie radieuse, tout ça c'est clair dans notre tête. On a plus besoin qu'on nous décrive. Ce qui serait intéressant de savoir, c'est pourquoi et comment dans la pratique des autres, ça a dérapé. Mais revenons au film de Doillon. L'entourage ne risque pas d'influencer sur la vie des trois: il n'existe pas. En effet, pas de voisins, de copains, ou d'amis pour aider à comprendre ou à dédramatiser, pour prendre parti ou non pour l'un ou l'autre pour condamner au nom de la morale ou en fonction de ses propres angoisses...

Une simplification encore: le problème de l'enfant certes, on s'appuie sur elle, mais c'est en toute sérénité qu'elle traverse l'affronte-

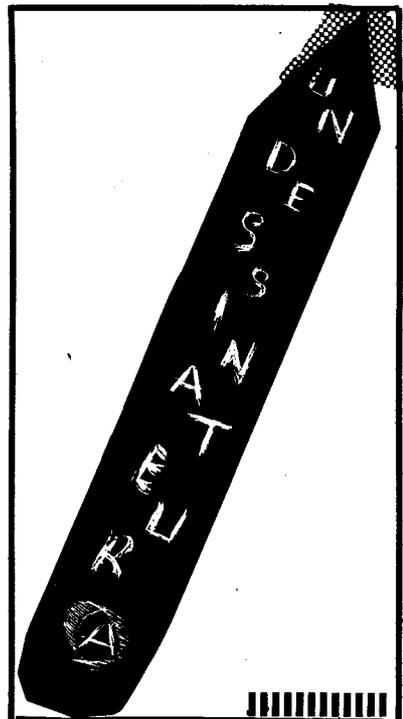


ment entre ses parents. Là on n'a pas de référence, nous qui avons fait le choix de ne pas procréer. Mais à ce qu'on a pu constater chez d'autres, c'est rarement aussi merveilleux. Ceci étant, le problème posé (la rupture, avec ses causes et son dénuement) nous touche par l'écho qu'il a dans notre quotidien.

On ne peut plus être extérieurs, comme dans « Une femme libre », qui est l'histoire d'une bourgeoise américaine plaquée par son mari, qui se rétablit par le biais de ses connasses de copines, de la psychanalyse et d'un artiste rencontré providentiellement.

Non, cette fois, y'a pas à chier, c'est bien de nous qu'on cause.

CONSORT.





ABONNEMENT

Order No.
2495
© INTERNATIONAL

FOR

FORMULAIRE D'ABONNEMENT : NOM PRÉNOM

ADRESSE CODE POSTAL VILLE

Tarif pour 10 numéros : 40 balles (ou plus). Libellez les chèques à Georges Laurent CCP 2 860 02 Lyon.
Formulaire à envoyer à IRL c/o ACLR - 13, rue Pierre Blanc 69001 Lyon

COMMUNIQUE

Le groupe Fresnes Antony de la Fédération Anarchiste vient d'ouvrir un local au 34, rue de Fresnes à Antony 92 160.

Ce local est un lieu de diffusion de la presse anarchiste, des brochures et des livres sur le mouvement anarchiste.

Le local est ouvert du lundi au samedi de 10H à 20H, et le dimanche de 10H à 13H. Tel: 668 48 58.

COMMUNIQUE

L'Union Régionale Parisienne de la Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs, 33 rue des vignolles 75 020 Paris, annonce la création d'une Union Locale à Antony qui regroupera tous les compagnons syndiqués dans le secteur d'Antony et de Fresnes. Les camarades peuvent écrire à son secrétaire:

Jean Duprat
21, rue Liénard
92 160 Antony

COMMUNIQUE

On a reçu une lettre de Christine et Diego Diaz Herrero « bien qu'ils n'aient jamais caché leurs opinions anti-franquistes, ils n'appartiennent à aucun parti ou organisation politique. Cependant depuis 1962 l'administration espagnole leur refuse le travail et leur fait perdre les emplois qu'ils trouvent à l'étranger ». Pour les contacter écrire à IRL qui fera suivre.

Naissance d'une nouvelle revue : CRITIQUE ANARCHISTE

Les collectifs des revues : *La Lanterne Noire* (revue autonome ayant édité 11 numéros entre 74 et 78) et *Pour* (édité par l'OCL), ont décidé, à la suite du constat d'un accord politique minimum, d'unir leurs efforts pour remplacer leurs revues propre par une nouvelle dont le numéro UN paraîtra en février 1979 et qui sera trimestrielle.

Le collectif, dans ce numéro un, définira sa position politique par un long texte. Néanmoins, la revue est conçue pour être un outil de débat et d'approfondissement théorique pour tout le mouvement libertaire et anti-autoritaire en général. Elle sera ouverte aux positions de toutes les tendances, hors de tout sectarisme. Toutes seront soumises — y compris les nôtres — aux armes de la critique, mais aussi dans le but de converger vers des actions communes, vers une recomposition politique et active du mouvement libertaire.

Chaque numéro traitera d'un thème précis, et nous travaillerons beaucoup par interviews, tables rondes, débats qui apporteront une note concrète à des articles de fond.

Dans le numéro un, le thème sera : L'intervention des libertaires dans les entreprises en France : groupes autonomes, syndicats, anarcho-syndicalisme. Mais il y aura aussi des informations sur l'Italie, le Japon, etc.

Autres thèmes pour le futur : Le contrôle social, Le régionalisme, etc., et la suite sur l'intervention des libertaires sur les entreprises.

Pour que la revue démarre sur des bases solides, il nous faut un maximum d'abonnements : 40 F pour 4 numéros, à l'adresse provisoire suivante : P. BLACHIER — BP 14 — 92360 Meudon-la-Forêt (ne pas mentionner : CRITIQUE ANARCHISTE).

